

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 208

30 janvier 2009

SOMMAIRE

Abax Consulting	9940	Jasco S.A.	9984
Annen Plus S.A.	9944	Kinase Holding S.A.	9941
Arling Transport Luxembourg S.à.r.l.	9943	La Civette Sàrl	9940
BCW Investment S.A.	9939	Lemni Technology Holding S.A.	9982
Captiva Capital Partners II S.C.A.	9983	Little Smets	9939
Casandra S.A.	9942	Locam	9983
Clariant Finance (Luxembourg) S.A.	9984	Manduria S.A.	9980
Contender S.A.H.	9984	Nouvelle Brasserie Mansfeld S.à.r.l.	9938
Decobelux S.A.	9938	Panikom S.A.	9941
Digit S.A.H.	9941	Pixel.Lu	9938
Ecofiducia S.à r.l.	9940	Polonia Property	9947
Etga S.A.	9981	Smets Country	9940
eWitness S.A.	9938	Smets Gallery S.à r.l.	9939
Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Phar- maceutiques	9942	Supernova Investments A S.à r.l.	9943
Fintexint S.A.H.	9941	Supernova Lease Co. S.à.r.l.	9943
Fivim S.A.	9984	Symphonea Investment S.à r.l.	9943
GENEVA MANAGEMENT GROUP (Lu- xembourg) SA	9942	Threadneedle Asset Management Hol- dings SA	9947
IBCI (Europe) S.à r.l.	9942	two 6 two HOME S. à r.l.	9939
		Zotan Consulting	9940

Pixel.Lu, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 80.746.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour PIXELLU S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007940/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00813. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Nouvelle Brasserie Mansfeld S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1831 Luxembourg, 3, rue de la Tour Jacob.
R.C.S. Luxembourg B 33.888.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour NOUVELLE BRASSERIE MANSFELD Sarl

J. REUTER

Référence de publication: 2009007942/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00812. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Decobelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 31.089.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DECOBELUX S.A.

S. BOULHAIS / Ph. STANKO

Administrateur / Administrateur, Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2009007943/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02831. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

eWitness S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 109.909.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007907/5770/12.

(090006007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Little Smets, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 24.325.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour LITTLE SMETS S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007936/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00827. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Smets Gallery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 54.967.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour SMETS GALLERY S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007932/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00832. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

two 6 two HOME S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 126.195.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour TWO 6 TWO HOME SARL

J. REUTER

Référence de publication: 2009007937/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00821. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

BCW Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 86.801.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007911/5770/12.

(090005937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Ecofiducia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A, route d'Eselborn.
R.C.S. Luxembourg B 122.580.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007913/5770/12.

(090005921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

**Abax Consulting, Société Anonyme,
(anc. Zotan Consulting).**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 142.866.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Pour la société

Paul DECKER

Le notaire

Référence de publication: 2009007916/206/14.

(090005825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Smets Country, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 4, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 52.986.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour SMETS COUNTRY S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007938/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00815. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

La Civette Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 22B, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 40.132.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour LA CIVETTE S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007944/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00808. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Kinase Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 47.588.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KINASE HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009007945/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02833. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Digit S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 17.599.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour DIGIT S.A.H.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007928/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10530. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Fintexint S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 50.100.

Le Bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour Fintexint S.A.H.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007925/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00861. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Panikom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 98.294.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007922/5770/12.

(090006124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

FAMAR S.A., Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceutiques, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 111.772.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY GROUP SARL

Signatures

Référence de publication: 2009007952/6762/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02817. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

IBCI (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2327 Luxembourg, 7, Montée de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 53.813.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour IBCI (EUROPE) S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007949/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10561. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Casandra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 127.620.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2007 ont été déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CASANDRA S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2009007960/724/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03400. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

GENEVA MANAGEMENT GROUP (Luxembourg) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 85.717.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Emile SCHLESSER

Notaire

Référence de publication: 2009008000/227/12.

(090005781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Symphonea Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 115.143.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°53194 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009007986/211/12.

(090005767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Supernova Investments A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 118.607.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY SARL
Gérant
Signature

Référence de publication: 2009007987/6762/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02798. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Arling Transport Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 65.779.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 9. Januar 2009.

Für gleichlautende Abschrift
Für die Gesellschaft
Maître Jean SECKLER
Notar

Référence de publication: 2009007990/231/14.

(090005730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Supernova Lease Co. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 119.207.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY SARL
Gérant
Signature

Référence de publication: 2009007991/6762/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02802. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Annen Plus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6850 Manternach, route de Schorenshof.

R.C.S. Luxembourg B 143.953.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundacht, am achtzehnten Dezember.

Vor dem unterschriebenen Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

ANNEN S.A., eine Luxemburger Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in L-6850 Manternach, Route de Schorenshof, gegründet gemäß Urkunde des Notars Frank MOLITOR mit Amtssitz in Düdelingen, vom 9. November 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 4 vom 4 Januar 2005, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 104.689,

vertreten durch:

1) Herrn Alois ANNEN, Diplom-Ingenieur F.H. Holzbau, geboren in Trier (Deutschland), am 12. August 1961, wohnhaft in D-54317 Farschweiler, Sternfelderstrasse 1,

2) Frau Elisabeth MARX, Bilanzbuchhalterin, geboren in Korlingen (Deutschland), am 23. Juli 1963, wohnhaft in D-54317 Farschweiler, Sternfelderstrasse 1,

beide handelnd in ihrer Funktion als Mitglieder des Verwaltungsrates vorgenannter Gesellschaft ANNEN S.A. auf Grund Artikel 5 der Satzung der Komparentin.

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den unterzeichneten Notar ersuchte, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Art. 1. Zwischen der Komparentin und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung "ANNEN PLUS S.A.".

Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Sitz der Gesellschaft ist in Manternach.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; die Gesellschaft bleibt jedoch der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist das Betreiben einer Schreinerei sowie Fenster und Fassadenbau in Holz, Metall, Glas sowie Generalunternehmertätigkeit.

Die Gesellschaft kann sämtliche Geschäfte tätigen welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck der Gesellschaft in Verbindung stehen. Auch kann sie sämtliche kaufmännische, finanzielle, mobiliare oder immobilare Tätigkeiten ausüben, die zur Förderung des Hauptzwecks der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar dienlich sein können.

Art. 3. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,00 EUR), eingeteilt in einhundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je dreihundertundzehn Euro (310,00 EUR).

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 4. Die Aktien der Gesellschaft lauten auf den Namen oder den Inhaber oder können teilweise, nach Wahl der Aktionäre, unter der einen oder der anderen Form ausgegeben werden, jedoch unter Beachtung der gesetzlichen Einschränkungen. An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Aktionär pro Aktie an. Im Falle wo eine Aktie mehrere Besitzer hat, kann die Gesellschaft die Ausübung der aus dieser Aktie hervorgehenden Rechte, bis zu dem Zeitpunkt wo eine Person als einziger Eigentümer dieser Aktie gegenüber der Gesellschaft angegeben wurde, suspendieren.

Art. 5. Jede ordnungsgemäß konstituierte Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu betätigen.

Art. 6. Die jährliche Hauptversammlung findet am Geschäftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, am zweiten Freitag des Monats Juni um 10.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2009 statt.

Sofern dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauf folgenden Werktag statt.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Die übrigen Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in den Einberufungen zu der jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Die Einberufungen und Abhaltung jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen, soweit die vorliegenden Statuten nichts Gegenteiliges anordnen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz und die vorliegenden Statuten nichts anderes vorsehen.

Jeder Aktionär kann an den Versammlungen der Aktionäre auch indirekt teilnehmen in dem er schriftlich durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telekopie eine andere Person als seinen Bevollmächtigten angibt.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges anordnet, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden und mitstimmenden Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat kann jede andere Bedingung festlegen welche die Aktionäre erfüllen müssen um zur Generalversammlung zugelassen zu werden.

Wenn sämtliche Aktionäre an einer Generalversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung der Generalversammlung im Voraus zu kennen, kann die Generalversammlung ohne Einberufung oder Veröffentlichung stattfinden.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionär zu sein brauchen.

Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären während der jährlichen Generalversammlung für eine Amtszeit, die sechs Jahre nicht überschreiten darf, gewählt; die Wiederwahl ist zulässig. Sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 8. Der Verwaltungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Vizepräsidenten wählen.

Der Verwaltungsrat kann auch einen Sekretär wählen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht, und der für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrats und der Versammlungen der Aktionäre verantwortlich sein wird.

Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, an dem Ort und zu der Zeit, die in der Einberufung festgesetzt werden, einberufen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann sich an jeder Sitzung des Verwaltungsrats vertreten lassen, indem er einem anderen Mitglied schriftlich, fernschriftlich, durch Telekopie oder telegraphisch Vollmacht erteilt.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtigen Satzungen der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft nach vorheriger Ermächtigung der Generalversammlung an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, an einen Rat (dessen Mitglieder nicht Verwaltungsratsmitglieder zu sein brauchen) oder an eine Einzelperson, welche nicht Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht, übertragen; dessen Befugnisse werden vom Verwaltungsrat festgesetzt.

Der Verwaltungsrat kann auch Spezialvollmachten an irgendwelche Personen, die nicht Mitglied des Verwaltungsrates zu sein brauchen, geben. Er kann Spezialbevollmächtigte sowie Angestellte ernennen und widerrufen, sowie ihre Vergütungen festsetzen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nach außen entweder durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrats, verpflichtet. Sollte unter Anwendung und gemäß Artikel 51 des Gesetzes vom 25. August 2006 der Verwaltungsrat aus nur einem Mitglied bestehen, so wird die Gesellschaft nach außen durch die alleinige Unterschrift des Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet.

Art. 11. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht, welche nicht Aktionär zu sein brauchen.

Die Generalversammlung ernennt den oder die Kommissare und setzt ihre Anzahl, die Amtszeit, die sechs Jahre nicht überschreiten darf, sowie die Vergütungen fest.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres, außer dem ersten Geschäftsjahr, das am Tag der heutigen Gründung beginnt und am 31. Dezember 2008 enden wird.

Art. 13. Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist wieder aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des im Artikel 3 festgesetzten gezeichneten Aktienkapitals, so wie es gegebenenfalls angehoben oder herabgesetzt wurde, erreicht hat.

Die Generalversammlung wird, auf Empfehlung des Verwaltungsrats, über die Verwendung des Nettogewinns beschließen.

Im Falle von Aktien, die nicht voll eingezahlt sind, werden die Dividenden pro rata der Einzahlung anbezahlt.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften können Vorschussdividenden ausgezahlt werden.

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt (die natürliche oder juristische Personen sein können), die durch die Generalversammlung, die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie dessen Änderungen.

Kapitalzeichnung und Einzahlung

Die Komparentin hat alle einhundert (100) Aktien mit einen Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310,-) gezeichnet und in bar eingezahlt.

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von einunddreißig tausend Euro (31.000.- EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie dessen Änderungsgesetze über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf eintausenddreihundert Euro (1.300,- €) abgeschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Alsdann hat die Erschienenene, die das gesamte Aktienkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf einen (1), die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.

2. Als Mitglied des Verwaltungsrates wird ernannt:

Herrn Alois ANNEN, vorbenannt.

3. Zum Kommissar wird ernannt:

Die Gesellschaft FISCALITE IMMOBILIERE S.A., mit Sitz in L-6975 Rameldange, 28, am Bounert, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 119.162.

4. Die Mandate des Verwaltungsratsmitgliedes und des Kommissars werden auf sechs Jahre festgesetzt und enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung vom Jahre 2014.

5. Der Sitz der Gesellschaft ist in L-6850 Manternach, route de Schorenshof.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Luxemburg Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Vertreter der Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Alois Annen, Elisabeth Marx, Carlo Wersandt.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008. LAC/2008/51908. Reçu à 0,50 % cent cinquante-cinq euros (€ 155,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 9. Januar 2009.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2009007760/9127/162.

(090005542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Polonia Property, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.622.725,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 96.617.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour POLONIA PROPERTY S.à.R.L.

Société à Responsabilité Limitée

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ / Guy HORNICK

Référence de publication: 2009007832/45/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02236. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Threadneedle Asset Management Holdings SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 143.975.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on December seventeen,

Before Maître Carlo Wersandt, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AMERIPRISE FINANCIAL, INC., an incorporated company constituted and existing under the laws of Delaware, with registered office at 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474 United States of America, registered with the Department of State of Delaware under number 2018118 (the "Founder", the "Subscriber" or, subsequently to the incorporation, the "Sole shareholder"),

duly represented by Daniel BOONE, attorney-at-law, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in Minneapolis (Minnesota) on December 11, 2008.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such Founder, represented as here above stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles of association (the "Articles of Association").

Title I. Definitions - Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. Definitions. The words and expressions used in the present Articles of Association shall have the following meaning:

"Acceptance Date"	the date on which the T Shareholder purchases a D Share in accordance with article 10.2;
"Acquisition Date"	in relation to each D Share, the date on which such Share is first issued or transferred to an Employee or, where applicable, his Nominee;
"Accounts"	the consolidated financial accounts of the group of the companies of which the Company is the parent prepared on a consistent basis and in accordance with generally accepted Luxembourg accounting principles and comprising a balance sheet, a profit and loss account and the notes to the accounts;
"A Ordinary Share"	Ordinary Shares held by the A Ordinary Shareholder;
"A Ordinary Shareholder"	Ameriprise Financial, Inc., or any successors or assigns thereof;
"Bad Leaver"	any employee who ceases to be an Employee for any reason whatsoever, whether such cessation occurs lawfully or not, other than circumstances in which he would be a Good leaver;

"Bad Leaver Option Price"	Nominal value per Share;
"Board"	the Board of directors of the Company or a duly constituted subcommittee of the Board pursuant to article 17 of the present articles or, in respect of articles 10.1 and 10.2, a committee appointed by the Board for the purpose of operating and administering such articles;
"Board's Committee(s)"	duly constituted subcommittees designated by the Board or, in respect of articles 10.1 and 10.2, a committee appointed by the Board for the purpose of operating and administering such articles. The Board may appoint and remove members of any such committee or committees as it determines from time to time;
"Business Day"	any day from Monday to Friday inclusive which is not a statutory bank holiday in Luxembourg;
"Cessation Date"	the date on which an Employee ceases to be an Employee;
"Company"	Threadneedle Asset Management Holdings SA;
"Companies' Law"	the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended;
"Control"	in the meaning of Article 309 of the Companies' Law, the direct or indirect holding of the majority of voting rights in the Company or the direct or indirect power to exert a predominant influence on the Company;
"Date of Receipt"	subject to evidence of the contrary, three Business Days after the day of sending of any Exercise Notice or notice;
"D Good Leaver"	a D Shareholder who is a Good Leaver;
"D Vesting Date"	in respect of each D Shares the third anniversary of 28 February in the calendar year in which the Acquisition Date of that D Share falls;
"D Shares"	means the issued D Shares in the share capital of the Company;
"D Shareholder"	a holder of D Shares (which, where the context requires, means the Legal Title (nue-propriété) of the D Shares) and/or an Employee who is the beneficial owner thereof in respect of D Shares registered in the name of a Nominee;
"Employee"	any employee or director of the Company or a Subsidiary of the Company;
"Exercise Notice"	the notice served by a D Shareholder to the T Shareholder in accordance with article 10.1;
"Good Leaver"	a D Shareholder (other than a Vested D Good Leaver) who ceases to be an Employee for one of the following reasons: (a) disability within the meaning of section 1 of the Disability Discrimination Act 1995 of the United Kingdom; (b) redundancy within the meaning of section 139 of the Employment Rights Act 1996 of the United Kingdom; (c) retirement at the normal retirement age; (d) early retirement with the agreement of the company; which employs him; or (e) death;
"Good Leaver Option Period"	(a) where a D Shareholder is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver at the election of such D Shareholder unless (c) below applies, either: (i) the period of 60 days beginning on and including the Cessation Date, unless the Cessation Date falls in January or February in a calendar year; or (ii) the Option Period next following the Cessation Date unless the Cessation Date falls in January or February in a calendar year; (b) Where a D Shareholder is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver whose Cessation Date falls in January or February in a calendar year at the election of such D Shareholder unless (c) below applies, either: (i) the period of 60 days beginning on the date on which the Option Price for the next following Option Period is announced; or (ii) the Option Period in the calendar year next following the calendar year in which the Cessation Date falls; (c) Notwithstanding (a) and (b) above, in the event that the Cessation Date of such a D Shareholder is within the same calendar year as the calendar year in

	<p>which the sixth anniversary of the Acquisition Date falls, then the D Shareholder shall not be able to elect as specified and the Option Period shall be as specified in (i) of each of (a) and (b) save that the references to 60 days shall be deemed to be references to 30 days;</p>
"Good Leaver Option Price"	<p>(a) in respect of each D Share in respect of which the Acceptance Date occurs prior to the sixth anniversary of the 1st July immediately following its Acquisition Date, 1/332,000,000 of the Value as at</p> <p>(i) Prior to a listing for a D Shareholder who is a Good Leaver or a Vested Good Leaver who has:</p> <p>(aa) either elected under (a) (i) of the definition of Good Leaver Option Period or where (c) of that definition applies, the Value as at 28 February immediately preceding the Cessation Date; or</p> <p>(bb) elected under (a) (ii) of the definition of Good Leaver Option Period, the Value as at 28 February next following the Cessation Date; or</p> <p>(cc) elected under (b) (i) of the definition of Good Leaver Option Period or where (c) of that definition applies, the Value as at 28 February in the calendar year in which the Cessation Date falls; or</p> <p>(dd) elected under (b) (ii) of the definition of Good Leaver Option Period, the Value as at 28 February in the calendar year next following the calendar year in which the Cessation Date falls;</p> <p>(ii) if the Acceptance Date occurs after Listing the Value as at the day immediately preceding the Acceptance Date;</p> <p>(b) in respect of each D Shares in respect of which the Acceptance Date occurs on or after the sixth anniversary of the 1st July immediately following its Acquisition Date, the Nominal value;</p>
"in writing"	<p>includes typing, printing and other modes of representing or reproducing words in a legible form capable of being reproduced on paper, and expressions referring to in writing are construed accordingly;</p>
"Legal Title (nue-propriété)"	<p>all rights and interests kept by the D Shareholders and the T Shareholder over their respective D Shares and T Share, being all rights and interest in the D Shares and the T Share other than any rights and interest reserved to the Usufructur in accordance with articles 7 and 8;</p>
"Listing"	<p>the admission of the A Ordinary Shares or any other class of the share capital of the Company to the official list of a listing authority;</p>
"Nominal value"	<p>the value per Share at the incorporation date set out in the Articles of Association of the Company;</p>
"Nominee"	<p>a Shareholder whose holding of D Shares is held on behalf of an Employee as nominee and bare trustee;</p>
"Option Period"	<p>the period of 30 days commencing on each Option Period Commencement Date;</p>
"Option Period Commencement Date"	<p>(a) the day that is seven days after the day that the Board approves the Accounts for the previous financial year; or if later</p> <p>(b) the day that is seven days after the date on which the Option Price as at 28 February in a calendar year is determined</p>
"Option Price"	<p>in respect of each D Share, 1/332,000,000 of the Value as at</p> <p>(i) in respect of the period prior to Listing, the preceding 28 February; or</p> <p>(ii) in respect of the period subsequent to Listing, the day immediately preceding service of the Exercise Notice or notice under article 10.2. Provided that if a D Shareholder has not ceased to be an Employee and has not served an Exercise Notice within the Option Period in the calendar year in which the sixth anniversary of the Acquisition Date of a holding of D Shares falls, the Option Price in respect of that holding or remaining holding of D Shares shall be the Nominal Value per share.</p>
"Option Price Confirmation Notice"	<p>the notice defined in article 10.1.2;</p>
"Ordinary Shares"	<p>as used in these articles, means the Ordinary Shares representing the share capital of the Company, (comprising the A Ordinary Shares, the D Shares and the T share) collectively or separately as the context may require;</p>
"Parent"	<p>has the meaning given in Article 309 of the Companies' Law;</p>

"Personal Representatives"	the legal personal representatives of a person (being either the executors of his will to whom a valid grant of probate has been made or, if he dies intestate, the duly appointed administrator(s) of his estate or such other person unanimously approved by the Board) who have provided to the Company evidence of their appointment as such,
"Relevant D Shareholder "	an Employee who is a D Shareholder or an Employee who is the beneficial owner of D Shares held by a Nominee and who (in either case) ceases to be an Employee or, if the Employee has died, his Personal Representatives;
"Shares"	means the shares of the Company collectively or separately as the context may require;
"Shareholder"	means a holder of Shares;
"Spouse"	a husband or wife of a D Shareholder or a partner of a D Shareholder where "partner" has the meaning ascribed to it in the Civil Partnership Act 2004 of the United Kingdom;
"Spouse's Transfer Form"	the purchase agreement pursuant to which the holder of vested D Shares sells and transfers, subject to an Exercise Notice or notice under article 10.2, part or all of his vested D Shares to his Spouse;
"Subsidiary"	as defined by Article 309 of the Companies' Law;
"Transfer Form"	means a share purchase and transfer agreement entered into between the seller/transferor and the purchaser/transferee of Shares of the Company in conformity with the Companies' Law;
"T Shareholder"	the holder of the T Share from time to time;
"T Share"	the Share described in article 7;
"Termination for Cause"	means the cessation of a D Shareholder's employment with the Company or a Subsidiary of the Company as a result of: (a) the willful and continued failure of the D Shareholder to perform substantially his duties with the Company or Subsidiary of the Company (other than any such failure resulting from incapacity due to physical or mental illness), after a written demand for substantial performance is delivered to the D Shareholder by the Company or the Subsidiary of the Company which employs the D Shareholder that specifically identifies the alleged manner in which the D Shareholder has not substantially performed his duties; or (b) the willful engaging by the D Shareholder in illegal conduct or gross misconduct that is materially and demonstrably injurious to the Company or any Subsidiary or Parent of the Company. For the purposes of the above no act or failure to act on the part of the D Shareholder shall be considered "willful" unless it is done, or omitted to be done, by the D Shareholder in bad faith or without reasonable belief that the D Shareholder's action or omission was in the best interests of the Company or any Subsidiary or Parent of the Company;
"UK"	The United Kingdom of Northern Ireland and Great Britain;
"Usufructor"	Ameriprise Financial, Inc., or any transferees, successors or assigns thereof
"Value"	(a) prior to a Listing the value of the Company determined by an independent expert appointed by the Board; and(b) subsequent to Listing, the opening price of a listed Ordinary Share multiplied by the total number of Shares in issue;
"Vested D Shareholder"	the holder of Vested D Shares;
"Vested D Good Leaver"	means a Vested D Shareholder who ceases to be an Employee after Vesting for any reason other than Termination for Cause but who is not a Good Leaver provided that the Vested D Good Leaver provisions in these Articles shall only apply in respect of D Shares which had Vested prior to the Cessation Date;
"Vesting"	in relation to a D Share, the holder of that D Share becoming entitled to exercise his rights to sell that D Share in accordance with the provisions of these Articles, and the words "Vest" and Vested" and related expressions shall be construed accordingly.

Art. 2. Corporate name - Duration. The Company is a société anonyme under the name of Threadneedle Asset Management Holdings SA, which will be governed by Luxembourg laws, in particular by the Companies' Law and by the present Articles of Association.

The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City and the place of central and effective management is in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within Luxembourg City by a resolution of the board of directors. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 4. Corporate object. The object of the Company is the taking of participating interests, in any form whatsoever, in other companies either Luxembourg or foreign, as well as the ownership, management and development of such participating interests.

The purpose of the Company is, in particular, the acquisition of any type of securities, whether negotiable or not, stock, bonds, debentures, notes and other securities, including those issued by any government or any other international, national or local authority, and of any rights attached thereto, either by way of purchase, contribution, subscription, option or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner. Moreover, the Company may proceed to the acquisition and development of patents and licences.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, convertible bonds and debentures. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to the companies in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

The Company may further carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any form whatsoever in any enterprise or any private corporation as well as to the administration, management, control and development of these participating interests.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial and financial operations, which it may deem useful to enhance or to supplement its purpose.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital - Authorized capital - Registration of the shares. The issued and subscribed share capital of the Company is set at One Hundred Thousand British Pounds Sterling (GBP 100,000.-) represented by One Hundred Million (100,000,000.-) A Ordinary Shares with a par value of GBP 0.001 each.

The share capital of the Company is exclusively represented by Ordinary Shares which may be under the form of A Ordinary Shares, the T Share, as defined below, D Shares, as defined below, or any other denominated categories of Ordinary Shares.

Additional Ordinary Shares may be created at any time by a decision of the sole A Ordinary Shareholder or in compliance with Article 67-1 of the Companies' Law.

The Board is authorized during a period expiring five years after the date of publication of the deed of incorporation of the Company to increase, on any number of occasions, the subscribed share capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued against payment in cash or contribution in kind by observing the then applicable legal requirements or integration of all free reserves and retained profits that can be integrated into the corporate capital by law, in each case with or without share premium as the Board may from time to time determine. The Board is specifically authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing Shareholders a preferential right to subscribe to the Shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payments for the Shares representing part or all such increased amount of capital.

Each time the Board shall so act to render effective an increase of capital, as authorised within the frame mentioned here above, Article 5 of the articles of association shall be amended so as to reflect the result of such action and the Board shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

The subscribed and authorised capital of the Company may also be increased or reduced in one or several steps pursuant to resolutions passed at a general meeting of the Shareholders, deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The authorised capital is set at GBP One Million (1,000,000.-) represented by One Billion (1,000,000,000) Shares with a nominal value of GBP 0.001 each.

Notwithstanding any specifications set out in these articles of association in respect for certain categories of Ordinary Shares, the Shares representing the share capital of the Company shall be registered in the share register held at the registered office of the Company.

Art. 6. A Ordinary shares. Subject to Listing, the A Ordinary Shares shall be held at any time by the A Ordinary Shareholder which shall be fully entitled to all rights created by the holding of such A Ordinary Shares.

In compliance with Article 32-3 (2) of the Companies' Law, the T Shareholder and/or the D Shareholders and/or any Shareholder holding any other class of Shares (other than the A Ordinary Shares) which may be issued shall have no pre-emption right on the subscription of the A Ordinary Shares.

Art. 7. T Share.

7.1. General

In addition to the A Ordinary Shares and, as the case may be, the D Shares, the Shares representing the share capital of the Company may include one T Share having a Nominal value of GBP 0.001.

The T Share shall be subject to the following specifications:

- the T Share shall be split, as from its issuance, as between Legal Title (nue-propriété) on the one hand, and usufruct rights, on the other hand;

- the Company shall only issue the T Share to the T Shareholder and only upon terms that such person shall hold the T Share as follows: as detailed in articles 7.2 to 7.3 (inclusively), the dividends' rights and the voting rights shall belong beneficially to the Usufructor until the transfer of the Usufructor's rights to the T Shareholder, if at all. Subject to that transfer of usufruct to the T Shareholder, the T Share and all rights attaching thereto shall be held for and belong beneficially to the T Shareholder; and

- In the absence of any express statutory provision to the contrary, any person subscribing to the T Share shall be taken to subscribe to it subject to the above mentioned specifications and being more detailed thereafter.

The T Shareholder shall have an exclusive right and obligation to purchase the Legal Title (nue-propriété) of the D Shares, except in respect of Article 10.8 (drag-along rights) and Listing of the D shares.

7.2. Legal title (nue-propriété)

In accordance with the terms of issue as mentioned in article 7.1 above, Legal title (nue-propriété) of the T Share shall belong to the T Shareholder.

The T Share will be subscribed and fully paid-in at issuance by the subscribing T Shareholder.

In compliance with Article 32-3 (2) of the Companies' Law and subject to the reservation of the Usufructor's rights over the T Share, the A Ordinary Shareholder and/or the D Shareholders shall have no pre-emption right on the subscription of the T Share.

7.3. Usufruct

In accordance with the terms of issue as mentioned in article 7.1 above, usufruct on the T Share shall belong to the Usufructor. At all times and during the whole lifetime of the Company, usufruct on the T Share shall entitle the Usufructor to the exclusive right to any and all payment of dividends or rights to dividends declared or distributed by the Company as well as to any other pecuniary rights generated by any kind of profit, income or revenue due to the Company's shareholders or distributed by the Company to the Company's shareholders. In all respects, such pecuniary rights belonging to the Usufructor shall rank *pari passu* with the same rights applying to the A Ordinary Shares in favor of the A Ordinary Shareholder.

At all times during the whole lifetime of the Company, in full compliance with Article 38 of the Companies' Law, the Usufructor shall exclusively possess and be entitled to enjoy any and all voting rights in the Company in relation to the T Share. In all respects, such voting rights belonging to the Usufructor shall rank *pari passu* with the same rights applying to the A Ordinary Shares in favor of the A Ordinary Shareholder.

In case of winding-up of the Company, the usufruct on the T Share shall survive and the T Shareholder shall only be entitled to the repayment of the Nominal value of the T Share and shall not benefit from any portion of the liquidation surplus. The liquidation surplus which would have been normally allocated to the T Shareholder (in the absence of split between Legal Title (nue-propriété) and usufruct) shall belong beneficially to the Usufructor.

In case of a public Listing, the usufruct on the T Share shall be transferred automatically and for no consideration to the T shareholder whom shall then possess and be entitled to enjoy the full ownership rights (being the addition of Legal Title (nue-propriété) and usufruct) on the T Share.

In case of any events which would trigger the automatic lapse of the usufruct on the T Share by virtue of the law, such as in the event of a merger between the Usufructor and another legal entity in which the Usufructor does not survive, then, in compliance with Article 595 of the Luxembourg Civil Code, the Usufructor shall, before the lapse of the usufruct occurs, transfer or donate its usufructs' rights to such person or entity as the Usufructor designates.

7.4. Registration of the T Share

The T Share shall be registered in the share register of the Company as follows:

- Legal Title (nue-propriété) shall be registered in the name and address of the T Shareholder in its capacity as holder of the Legal Title (nue-propriété) over the T Share; and
- usufruct shall be registered in the name and address of the Usufructor.

Art. 8. D Shares.

8.1. General

In addition to the A Ordinary Shares and, as the case may be, the T Share, the Shares representing the share capital of the Company may include D Shares having a Nominal value of GBP 0.001 each.

The D Shares shall be subject to the following specifications:

- the D Shares shall be split, as from their issuance, as between Legal Title (nue-propriété) on the one hand, and usufruct rights, on the other hand;
- the Company shall only issue D Shares to a person who is an Employee or who is acting as a Nominee for an Employee, and only upon terms that such person shall hold the D Shares as follows: as detailed in articles 8.2 to 8.4 (inclusively), the dividends' rights and the voting rights shall belong beneficially to the Usufructor until the transfer of the Usufructor's rights to the D Shareholders, if at all. Subject to that transfer of usufruct to the D Shareholders, the D Shares and all rights attaching thereto shall be held for and belong beneficially to the Employee or former Employee (or his nominee); and
- In the absence of any express statutory provision to the contrary, any person subscribing to D Shares shall be taken to subscribe to them subject to the abovementioned specifications and being more detailed thereafter.

8.2. Legal title (nue-propriété)

In accordance with the terms of issue as mentioned in article 8.1 above, Legal Title (nue-propriété) of the D Shares shall belong to the D Shareholders.

The D Shares will be subscribed and fully paid-in at issuance by the subscribing D Shareholders.

In compliance with Article 32-3 (2) of the Companies' Law and subject to the reservation of the Usufructor's rights over the D Shares, the A Ordinary Shareholder and/or the T Shareholder shall have no pre-emption right on the subscription of the D Shares.

Legal Title (nue-propriété) over the D Shares will be subject to the rights and restrictions set out in Article 10 below.

8.3. Usufruct

In accordance with the terms of issue as mentioned in article 8.1 above, usufruct on the D shares shall belong to the Usufructor.

At all times and during the whole lifetime of the Company, however subject to the rights set out in Articles 8.4 and 10 below, usufruct on the D shares shall entitle the Usufructor to the exclusive right to any and all payment of dividends or rights to dividends declared or distributed by the Company as well as to any other pecuniary rights generated by any kind of profit, income or revenue due to the Company's shareholders or distributed by the Company to the Company's shareholders other than any rights to capital such as, without prejudice to the generality of the foregoing, rights issues, rights offers, bonus issues, return of capital and rights on demerger, such rights to capital being reserved to the D Shareholders. In all respects, the relevant pecuniary rights belonging to the Usufructor shall rank *pari passu* with the same rights applying to the A Ordinary Shares in favor of the A Ordinary Shareholder.

At all times during the whole lifetime of the Company, however subject to the rights set out in articles 8.4 and 10 below and in full compliance with Article 38 of the Companies' Law, the Usufructor shall exclusively possess and be entitled to enjoy any and all voting rights in the Company in relation to the D Shares. In all respects, such voting rights belonging to the Usufructor shall rank *pari passu* with the same rights applying to the A Ordinary Shares in favor of the A Ordinary Shareholder.

In case of any events (other than those specified in article 8.4 below) which would trigger the automatic lapse of the usufruct on the D Shares by virtue of the law, such as in the event of a merger between the Usufructor and another legal entity in which the Usufructor does not survive, then, in compliance with Article 595 of the Luxembourg Civil Code, the Usufructor shall, before the lapse of the usufruct occurs, transfer or donate its usufructs' rights to such person or entity as the Usufructor designates.

8.4. Transfer of usufruct

The Usufructor shall transfer automatically and for no consideration its usufruct's rights over the D Shares to the respective holders of the Legal Title (nue-propriété) over the D Shares (or their nominee) at the earlier of the two following events:

- At the winding-up of the Company, the usufructs' rights on the D Shares shall immediately be transferred by the Usufructor to the D Shareholders for no consideration and the respective D Shareholders shall possess and be entitled to enjoy all rights on the D Shares, which shall be dealt with in Accordance with article 24. However, the Usufructor shall remain entitled to any usufruct's rights over the D Shares which may have been declared but not yet paid before the winding-up of the Company; and

- In the event of a public Listing of the Company, the usufructs' rights on the D Shares shall immediately and automatically be transferred by the Usufructor to the D Shareholders for no consideration and the D Shareholders shall have, without retroactive effect, all rights over the D Shares which shall rank *pari passu* with the A Ordinary Shares.

No such transfer of usufruct in respect of the D Shares to the D shareholders under this article 8.4 shall apply other than in the two situations listed above or as otherwise mandated by applicable law.

8.5. Registration of the D Shares

The D Shares shall be registered in the share register of the Company as follows.

In case the rights over the D Shares are split into Legal Title (*nue-propriété*) and usufruct, Legal Title (*nue-propriété*) shall be registered in the name and address of the respective holders (or their nominee) of the Legal Title (*nue-propriété*) over the relevant D Shares and usufruct shall be registered in the name and address of the Usufructor. In all other cases only the identity and address of the D shareholders shall be recorded in the share register with respect to the D Shares.

Art. 9. New categories of shares. The share capital may be modified and new categories of Shares may be created at any time by a decision of the A Ordinary Shareholder or in compliance with Article 67-1 of the Companies' Law.

Art. 10. Rights and obligations relating to the legal Title (*nue-propriété*) on the D shares.

10.1. Vesting and transfer of the Legal Title (*nue-propriété*) on the D Shares (before cessation of employment of the D Shareholder)

10.1.1. Legal Title (*nue-propriété*) on all of the D Shares to be issued or transferred to a D Shareholder shall Vest on the D Vesting Date applicable to those D shares.

10.1.2. On or before each Option Period Commencement Date, the Board shall calculate the Option Price of the Legal Title (*nue-propriété*) in respect of all Vested D Shares and shall serve notice in writing to the D Shareholder stating the Option Price in respect of the applicable D Shares ("Option Price Confirmation Notice").

The T Shareholder shall purchase, at the Option Price, the Legal Title (*nue-propriété*) of each D Share referred to in an Exercise Notice properly served and received during any Option Period.

10.1.3. Exercise Notice

10.1.3.1. Date of Exercise Notice

Subject to article 10.2, a D Shareholder shall be entitled, during any Option Period commencing prior to the sixth anniversary of 1st July, following their Acquisition Date, to serve up to four notices in writing to the T Shareholder to purchase the Legal Title (*nue-propriété*) of some or all of his Vested D Shares.

10.1.3.2. Form of the Exercise Notice

The Exercise Notice shall be served in the form of a registered letter sent by the relevant D Shareholder to the address of the T Shareholder.

The address of the T Shareholder, as well as the specific addressee(s) to whose attention the Exercise Notice must be addressed, shall be indicated annually by the Board within the Option Price Confirmation Notice served as referred to in Article 10.1.2.

10.1.3.3. Formalities and documentation relating to the Exercise Notice

Each Exercise Notice shall indicate the number of the Vested D Shares to which Legal Title (*nue-propriété*), the D Shareholder wishes to sell to the T Shareholder.

Each Exercise Notice shall be accompanied by a Transfer Form signed by the Vested D Shareholder, as seller and transferor, and which will be signed on receipt by the legal representatives of the T Shareholder, as purchaser and transferee.

10.1.3.4. Date of Receipt of the Exercise Notice - Date of transfer of the Legal Title (*nue-propriété*) transferred of the Vested D Shares.

Subject to contrary evidence, the registered letter containing the Exercise Notice shall be deemed to be received by the T Shareholder on the Date of Receipt.

Notwithstanding the date of execution of the Transfer Form, subject, however, to the cancellation condition (condition *résolutoire*) set forth in Article 10.2.2.1 in case the D Shareholder becomes a Bad Leaver (and is not a Vested D Good Leaver), the transfer of the Legal Title (*nue-propriété*) of the Vested D Shares shall be deemed to be effected on the date of receipt of the Exercise Notice, as defined above.

10.1.4. Transfer of the Legal Title (*nue-propriété*) of the Vested D Shares to a Spouse

10.1.4.1. Principle - requirement of an Exercise Notice

Subject to article 10.1.3 above (service of an Exercise Notice), a D Shareholder who is not a Nominee shall be entitled to transfer the Legal Title (*nue-propriété*) of some or all of the Vested D Shares to his/her Spouse only and not to any other person (other than the T Shareholder).

10.1.4.2. Content of the Exercise Notice

The Exercise Notice shall indicate the respective number of (i) the Vested D Shares for which Legal Title (*nue-propriété*) has been transferred by the D Shareholder to his/her Spouse and (ii) the Vested Shares subject to the Exercise

Notice which Legal Title (nue-propriété) is still owned by the original D Shareholder, if any. For the avoidance of doubt, Vested D Shares for which Legal Title (nue-propriété) is transferred to the Spouse shall be part of the Exercise Notice.

10.1.4.3. Formalities and documentation relating to the Exercise Notice

The Exercise Notice shall be signed by both the D Shareholder and his Spouse.

The D Shareholder shall send the Exercise Notice to the T Shareholder together with (i) a copy of the duly executed Transfer Form signed by the Spouse and the D Shareholder and (ii) a copy of the Transfer Form to be concluded between the Spouse, as seller and transferor, and the T Shareholder, as purchaser and transferee, and (iii) a copy of the Transfer Form to be concluded, between the D Shareholder, as seller and transferor, and the T Shareholder, as purchaser and transferee.

10.1.4.4. Specific provision of the Spouse Transfer Form

The Spouse Transfer Form shall contain a provision pursuant to which such sale and transfer is subject to a cancellation condition (condition résolutoire) in the event the D Shareholder becomes a Bad Leaver (and is not a Vested D Good Leaver) under the conditions set forth in article 10.2.2.1 (however, for the avoidance of doubt, any failure to insert the cancellation condition (condition résolutoire) in Spouse Transfer Form shall not have the effect of excluding the application of the cancellation condition (condition résolutoire), which applies as per these Articles of Association). For the avoidance of doubt, in the event the D Shareholder becomes a Bad Leaver (and is not a Vested D Good Leaver) under the conditions set forth in article 10.2.2.1, the transfer of the Legal Title (nue-propriété) of the Vested D Shares from the relevant D Shareholder to his Spouse shall be deemed never to have been completed.

10.1.4.5. Transfer of beneficial interest in Vested D Shares to a Spouse

A D Shareholder for whom D Shares are held by a Nominee shall be entitled to transfer the beneficial interest of the Legal Title (nue-propriété) in some or all of the D Shares subject to an Exercise Notice to his/her Spouse. Any such transfer shall take effect together with the sale right and subject to the sale obligations created by the Exercise Notice. Where the context requires the foregoing provisions of this article 10.1.4 shall mutatis mutandis apply to such a transfer of the beneficial interest.

10.1.5. Payment date of the Legal Title (nue-propriété) (of the Vested D Shares by the T Shareholder)

10.1.5.1. Principle

The T Shareholder shall pay the Option Price (less any statutory deductions including but not limited to income tax and social security contributions that may be required to be paid by the D Shareholder and/or his Spouse in respect of those D Shares) to the D Shareholder and/or the Spouse in question no later than 30 days following the receipt of such Exercise Notice by the T Shareholder.

10.1.5.2. Condition precedent for payment

The payment of the Option Price to the Spouse and/or to the D Shareholder is subject to the condition that the D Shareholder has not become a Bad Leaver (and is not a Vested D Good Leaver) during the Option Period.

10.1.6. Validity and enforceability of the transfer of the Legal Title (nue-propriété) of the Vested D Shares

Notwithstanding the provisions of articles 10.1.3 to 10.1.5 above, a transfer of the Legal Title (nue-propriété) of the Vested D Shares shall be valid between the parties thereto subject to the execution of a Transfer Form governed by Luxembourg law and shall be enforceable (opposable) vis-à-vis the Company pursuant to the notification to the Company of the Transfer Form by means of a registered letter addressed to the Company by the seller or the purchaser.

10.1.7. Compulsory transfer

10.1.7.1. Principle

If a D Shareholder has not ceased to be an Employee and has not served an Exercise Notice within the Option Period in the calendar year in which the sixth anniversary of the Acquisition Date of a Vested D Shares falls, then articles 10.1.7.2 to 10.1.7.4 shall apply.

10.1.7.2. Compulsory transfer pursuant to Board notice to the T Shareholder

In respect of a D Shareholder who falls within under Article 10.1.7.1 , if for reasons outside that D Shareholder's control (in the opinion of the Board) it was not possible or practicable for that D Shareholder to serve an Exercise Notice on the T Shareholder by not later than the end of the Option Period, the Board may by notice in writing to the T Shareholder served by no later than 30 June in the same calendar year of the expiry of the 6th year period referred to in article 10.1.7.1 request the T Shareholder to purchase the Legal Title (nue-propriété) of such Vested D Shares without any need to serve notice on the D Shareholder at the Option Price which would have applied had that the D Shareholder served an Exercise Notice within the Option Period referred to in article 10.1.7.1 above and, in the event of such a Board notice being served, the D Shareholder shall be deemed to have irrevocably offered the Legal Title (nue-propriété) of all the relevant Vested D Shares to the T Shareholder and the T Shareholder shall immediately be deemed to have accepted such D Shares in each case at that Option Price.

10.1.7.3. Compulsory transfer without Board notice

If the Board does not serve a notice under article 10.1.7.2, the D Shareholder or any Nominee holding the relevant Vested D Shares on his behalf shall immediately be required to offer on 1st July in the calendar year in which the sixth anniversary of the Acquisition Date of those Vested D Shares falls (and shall be deemed to have offered) the Legal Title

(nue-propriété) of all of those Vested D Shares for sale at the Nominal value price per D Share, which offer the T Shareholder shall be immediately deemed to have accepted without any need to serve notice on the D Shareholder.

10.1.7.4. A D Shareholder who holds D Shares for which Legal Title (nue-propriété) is subject to a compulsory transfer under Article 10.1.7 shall submit a duly executed Transfer Form to the T Shareholder as soon as practicable on or after 1st July in the calendar year in which the sixth anniversary of the Acquisition Date of the relevant D Shares falls. To the extent permitted by law, if such D Shareholder has not so provided a duly executed Transfer Form on or before the twenty-first of July following the relevant 1st July, any Director of the T Shareholder or of the Company shall be authorized to complete such a Transfer Form on behalf of and as attorney for such D Shareholder in favor of the T Shareholder.

10.1.7.5. Date of transfer of the Compulsory Transfer

If a D Shareholder whose D Shares Legal Title (nue-propriété) is subject to a compulsory Transfer pursuant to Article 10.1.7 provides a duly executed Transfer Form between the 1st of July and the twenty-first of July following the relevant 1st of July, in the calendar year in which the sixth anniversary of the Acquisition Date of the relevant D Shares falls, the Date of Transfer shall be deemed to be effected on the Date of Receipt of the Transfer Form.

If a D Shareholder whose D Shares Legal Title (nue-propriété) is subject to a compulsory Transfer pursuant to Article 10.1.7 does not provide a duly executed Transfer Form on the twenty-first of July following the relevant 1st July in the calendar year in which the sixth anniversary of the Acquisition Date of the relevant D Shares falls, the Date of Transfer shall be deemed to be effected on that twenty-first of July.

10.2. Cessation of employment

10.2.1. Cessation of employment as Good Leaver or Vested D Good Leaver

For the purpose of this Article 10.2, any Relevant D Shareholder shall be regarded as a Vested D Good Leaver in respect of any and all of his D Shares which had Vested prior to his/her Cessation Date. Any D Shareholder shall as the context requires be regarded as a Good Leaver or a Bad Leaver in respect of any and all of his D Shares which had not yet Vested at the time he becomes a Good Leaver or a Bad Leaver.

10.2.1.1. Immediate Vesting - Sale to the T Shareholder

If a D Shareholder is a Good Leaver, any and all D Shares held by him or by a Nominee on his behalf which have not yet Vested shall immediately Vest on the Cessation Date. A Good Leaver (including, as the case may be, a Vested D Good Leaver) may sell the Legal Title (nue-propriété) of his Vested D Shares to the T Shareholder who shall purchase them in the Good Leaver Option Period at the Good Leaver Option Price.

10.2.1.2. Notice by a D Good Leaver or a Vested D Good Leaver

A Relevant D Shareholder who is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver (in the latter case only in respect of D Shares which had Vested prior to the Cessation Date), he or, where applicable, his Personal Representatives or his Nominee may require the T Shareholder to purchase, at the Good Leaver Option Price, the Legal Title (nue-propriété) of all Vested D Shares held by him, or where applicable, by his Nominee, by serving a notice to the T Shareholder within an applicable Good Leaver Option Period in respect of D Shares as specified in section (a) or section (b) of the definition thereof but subject, where relevant, to section (c) of the definition thereof.

10.2.1.3. Prior transfer to the Spouse

10.2.1.3.1. Principle

Subject to a notice being served during a Good Leaver Option Period, a D Shareholder who is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver for any reason except death shall be entitled to transfer the Legal Title (nue-propriété) of some or all of the Vested D Shares held by him to his Spouse only and not to any other person (other than the T Shareholder).

10.2.1.3.2. Formalities relating to the transfer

The transfer to the Spouse is subject to the same requirements mutatis mutandis as those specified in articles 10.1.4.2 (content of the Exercise Notice) and 10.1.4.3 (formalities and documentation relating to the Exercise Notice).

10.2.1.3.3. Transfer date

The provisions of article 10.1.4.4 shall apply except in respect of the cancellation condition (condition résolutoire).

10.2.1.3.4. Transfer of beneficial interest in Vested D Shares to a Spouse

Subject to a notice being served during a Good Leaver Option Period, a D Shareholder who is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver for any reason except death shall be entitled to transfer the beneficial interest of the Legal Title (nue-propriété) in some or all of the D Shares subject to a notice to his/her Spouse. Any such transfer shall take effect together with the sale right and subject to the sale obligations created by the notice. Where the context requires the provisions of this article 10.2.1 shall mutatis mutandis apply to such a transfer of the beneficial interest.

10.2.1.4. Notice by the Board

Where a D Shareholder is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver, the Board may require the T shareholder to purchase, at the Good Leaver Option Price, the Legal Title (nue-propriété) of some or all of the Vested D Shares held (if any) by the Relevant Shareholder or, where applicable, his Nominee, by serving a notice to the T Shareholder, with copy to the Good Leaver or the Vested D Good Leaver during the period:

(a) if (c) of the definition of Good Leaver Option Period applies, beginning on the first day of the Good Leaver Option Period in (a)(i) or (b) (i) of the definition thereof as applicable and ending 30 days thereafter, or

(b) in any other case, beginning on the first day of the Good Leaver Option Period in (a)(ii) or (b)(ii) of the definition thereof and ending 60 days thereafter.

10.2.1.5. Failure in serving a notice

10.2.1.5.1. Failure by the D Shareholder

If a D Shareholder who is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver has not served a notice in accordance with article 10.2.1.2 within a relevant Good Leaver Option Period specified in (a) or (b) of the definition thereof, subject where relevant to (c) thereof and if the D Shareholder failed to serve a notice for reasons beyond that D Shareholder's control (in the opinion of the Board) such as the impossibility or the impracticality of, the D Shareholder serving a notice in accordance with article 10.2.1.2, within the latest possible Good Leaver Option Period available to that D Shareholder, the Board may by notice in writing to the T Shareholder served no later than 30 days after the end of the Good Leaver Option Period specified in (a)(ii) or (b)(ii) of the definition thereof but subject to (c) thereof, request the T Shareholder to purchase the Legal Title (nue-propriété) of the Vested Shares of such D Shareholder at the Option Price which would have applied had at that D Shareholder served a notice in accordance with article 10.2.1.2 within the latest possible Good Leaver Option Period available to that D Shareholder. In the event of such a Board Notice being served the D Shareholder shall be deemed to have irrevocably offered all the relevant Vested D Shares to the T Shareholder and the T Shareholder shall immediately be deemed to have accepted the offer to purchase the Legal Title (nue-propriété) of such Vested D shares at the Option Price.

10.2.1.5.2. Failure by the Board

If the Board does not serve a Notice under article 10.2.1.5, the D Shareholder or any Nominee holding the relevant Vested D Shares on his behalf shall immediately be required to offer on the day following the end of the period in which the Board can serve a notice under article 10.2.1.5 1 (and shall be deemed to have offered) the Legal Title (nue-propriété) of all of those Vested D Shares at the Nominal value per D Share, which offer the T Shareholder shall be immediately deemed to have accepted without any need to serve notice on the D Shareholder.

10.2.1.6. Date of transfer

Date of transfer in case of a notice served by the Board: Notwithstanding the obligation of the D Shareholder and the T Shareholder to execute a Transfer Form, the date of transfer of the ownership of the D Shares shall be the Date of Receipt of the notice.

Date of transfer in case of a notice served by the D Shareholder with a duly executed Transfer Form: if a D Shareholder has served a notice accompanied with a duly executed Transfer Form, then notwithstanding the date of execution of the Transfer Form by the T Shareholder, the transfer of the Legal Title (nue-propriété) of the Vested D Shares shall be deemed to be effected on the Date of Receipt (as defined in article 10.1.3.4) of the notice.

Failure to provide a notice on the Legal Title (nue-propriété) of all remaining Vested D Shares before the end of the latest available Good Leaver Option Period: A D Shareholder whose Shares are subject to a compulsory purchase under articles 10.2.1.4 shall submit a duly executed Transfer Form to the T Shareholder during or as soon as practicable after the end of the relevant Good Leaver Option Period.

If such D Shareholder has not provided a duly executed Transfer Form on or before the twenty-first day following the end of the relevant Good Leaver Option Period, any authorized representative of the T Shareholder or of the Company shall, to the extent permitted by law, be authorized to complete a transfer on behalf of and as attorney for such D Shareholder in favor of the T Shareholder.

Notwithstanding the date of execution of the Transfer Form by the T Shareholder, the transfer of the Vested D Shares shall be deemed to be effected on the last day of the relevant Good Leaver Option Period.

10.2.1.7. Validity and enforceability of the transfer

Any transfer of the Legal Title (nue-propriété) of Vested D Shares shall be valid between the parties thereto subject to the execution of a Transfer Form governed by Luxembourg law and shall be enforceable (opposable) vis-à-vis the Company pursuant to the notification of the Transfer Form to the Company by a mean of a registered letter addressed to the Company by the seller or the purchaser.

10.2.1.8. Date of payment of the Good Leaver Option Price

The T Shareholder shall pay the Good Leaver Option Price or if article 10.2.1.5.2 applies the Nominal value per Share of the relevant D Shares (less in either case any statutory deductions including, but not limited to, income tax and social security contributions that may be required to be paid in respect of those D Shares by the D Shareholder) to the relevant D Shareholder who is a Good Leaver or a Vested D Good Leaver no later than 30 days after the end of the Relevant Good Leaver Option Period.

10.2.2. Cessation of employment as Bad Leaver

10.2.2.1. Notice served prior to the cessation of employment

If during an Option Period pursuant to article 10.1, a D Shareholder becomes a Bad Leaver, any notice served prior to the Cessation Date by him (or if applicable by any Nominee holding Shares on his behalf) in respect of the Legal Title (nue-propriété) of his D Shares, shall be cancelled by virtue of the cancellation condition (condition résolutoire) which

applies as per these Articles of Association and which shall be set forth in the Transfer Form (however, for the avoidance of doubt, the failure to insert the cancellation condition (condition résolutoire) in the Transfer Form shall not have preclude the application of the cancellation condition (condition résolutoire), which applies as per these Articles of Association).

Any prior transfer made by the D Shareholder to his Spouse in anticipation of the purchase contemplated in such notice shall also be deemed never to have been completed by virtue of the cancellation condition (condition résolutoire).

In that case, the D Shareholder or his Nominee shall immediately be required to offer the Legal Title (nue-propriété) of all of his D Shares for sale to the T Shareholder at the Bad Leaver Option Price, which offer shall have a binding effect on the T Shareholder without any requirement to serve any further notice or other notice to the D Shareholder.

For the avoidance of doubt, this article shall not, unless the relevant D Shareholder ceased to be an Employee as a result of Termination for Cause, apply to Legal Title (nue-propriété) of the Vested D Shares which were Vested prior to the Cessation Date. In this respect, the D Shareholder is considered as a Vested D Good Leaver pursuant to article 10.2.1.

In case the Notice is served by the Board pursuant to article 10.1.7.2 (Compulsory transfer pursuant to Board's notice to the T Shareholder) and in case the D Shareholder subsequently becomes a Bad Leaver, the Legal Title (nue-propriété) of the D Shares shall be purchased at the Bad Leaver Option Price.

10.2.2.2. Cessation of employment as a Bad Leaver prior to the Vesting and/or after Vesting as a result of Termination for Cause

If a relevant D Shareholder is a Bad Leaver prior to the Vesting of D Shares and/or if after Vesting he is Terminated for Cause he or any Nominee holding D Shares on his behalf shall immediately be required to offer (and shall be deemed to have offered) all of his D Shares (whether Vested or not) for sale to the T Shareholder at the Bad Leaver Option Price, which offer the T Shareholder shall be immediately deemed to have accepted without any need to serve notice on the D Shareholder.

10.2.2.3. Date of transfer - execution of the Transfer Form

A D Shareholder whose Legal Title (nue-propriété) of his D Shares is subject to a compulsory purchase under article 10.2 shall submit a duly executed Transfer Form to the T Shareholder as soon as practicable after the Cessation Date.

If such D Shareholder has not provided a duly executed Transfer Form on or before the twenty-first day following the Cessation Date, any legal representative of the T Shareholder or of the Company shall, to the extent permitted by law, be authorized to complete a transfer on behalf of and as attorney for such D Shareholder in favor of the T Shareholder.

Notwithstanding the date of execution of the Transfer Form by the T Shareholder, the transfer of the Vested D Shares shall be deemed to be effected on in the case of a compulsory purchase under article 10.2.1.4 or article 10.2.1.5.1 on the last day of the final Good Leaver Option Period and in any other case on the twenty-first day following the Cessation Date.

10.2.2.3. Date of payment of the Bad Leaver Option Price

The T Shareholder shall pay the Bad Leaver Option Price (less any statutory deductions including but not limited to income tax and social security contributions that may be required to be paid in respect of the Legal Title (nue-propriété) of those D Shares by the D Shareholder) to the relevant D Shareholder who is a Bad Leaver no later than 30 days following the Cessation Date.

10.3. Place of payment

This article shall apply to every payment to be made by the T Shareholder pursuant to articles 10.1 and 10.2.

If a D Shareholder or his Spouse has notified the T Shareholder of a Bank account into which they would like any payment under articles 10.1 to 10.2 to be paid, the T Shareholder shall pay the price due in that bank account.

If a D Shareholder or his Spouse has not notified the T Shareholder of a bank account into which they would like any payment under articles 10.1 to 10.2 to be paid, the T Shareholder may (at its option) make payment by cheque made out in favor of the D Shareholder and sent to his last address known to the Company or may make payment to the Company in which case the Company shall hold the purchase monies as trustee for the D Shareholder and/or his Spouse until such time as the D Shareholder and/or his Spouse shall claim them (but without any obligation to pay interest).

The receipt by the Company for any payment made under this article 10.3 shall be a valid discharge to the T Shareholder and/or to the Spouse, as the case may be.

10.4. Material changes in the rights attached to D Shareholders - prior approval of a qualified majority of D Shareholders

The rights attaching to the D Shareholders may only be adversely varied by the approval of the holders of not less than 75 per cent of the Nominal value of the issued D Shares at a resolution passed at a separate class meeting of the D Shareholders. Any variation that does not adversely affect the rights of D Shareholders shall not require such consent.

10.5. D Share certificates

D Shares certificates issued by the Company need not be sealed, may be issued under one Company manager's signature and the signature, subject to the conditions provided by law, may be produced electronically or mechanically by machine.

10.6. First and paramount lien on every Company's Shares

The Company shall have a first and paramount lien on every Company's Share for all moneys (whether presently payable or not) called or payable at a fixed time in respect of that Share and the Company shall also have a first and paramount lien on all Shares standing registered in the name of any person whether solely or as one of two or more joint holders for all moneys presently payable by him or his estate to the Company; but the managers may at any time declare any Share to be wholly or in part exempt from the provisions of this article: the company's lien on a Share shall extend to any dividend or other amount payable in respect thereof.

10.7 Registration of the transfer of the D Shares

The Board shall register any transfer of the D Shares, including the Legal Title (nue-propriété) of the D Shares, in the Share register of the Company, provided that, unless the Board determines otherwise, D Shares may not be transferred or charged, offered as security or otherwise encumbered otherwise than pursuant to these articles.

10.8. Drag-Along rights

10.8.1. Principle

If the holders of more than 50% of the A Ordinary Shares then in issue wish to sell 50% or more of the A Ordinary Shares held by them ("Majority Selling Shareholders") and find a purchaser (the "Purchaser") and agree to arm's-length terms for the sale to the Purchaser of more than 50% of the A Ordinary Shares and all of the D Shares (a "Proposed Drag-Along Sale") then, on receipt of a written notification from the potential Purchaser, the holders of all Legal Title (nue-propriété) of D shares (and of the T Share) and the usufruct interest of the Usufructer (the "Dragged Shareholders"), are bound to accept any offer from the Purchaser on the same terms as agreed by the Majority Selling Shareholders.

10.8.2. Drag-Along Notice

The Majority Selling Shareholders must give notice to each Dragged Shareholder of any Proposed Drag-Along Sale as soon as practicable after reaching commercial agreement in respect of the Proposed Drag-Along Sale but in any event not less than two Business Days prior to signing a definitive agreement (the "Drag-Along Notice"): this notice must set out the nominal amount of D Shares to be sold, the proposed form of consideration for both, the Legal Title (nue-propriété) and the usufruct and any other terms and conditions of payment offered for the relevant D Shares.

10.8.3. Transfer of the Dragged Shares

If a Dragged Shareholder does not, within ten Business Days of the date of the Drag-Along Notice, execute a Transfer Form in respect of the proposed Drag-Along sale, then any Director of the Company appointed by or on behalf of the A Ordinary Shareholders is entitled to authorize and instruct such person as it thinks fit to execute the necessary Transfer Form(s) on his behalf and, against receipt by the Company (on trust for that Shareholder) of the purchase monies payable for the Dragged Shares, deliver the Transfer Form(s) to the Purchaser (or its Nominee) and register the Purchaser (or its nominee) as the holder of those Dragged Shares.

10.8.4. Prevailing character of Articles 10.8.1 to 10.8.3

In case Articles 10.8.1 to 10.8.3 apply to the Dragged Shareholders, those provisions shall prevail in relation to the transfer of their Shares and no such D Shares may (without the prior written consent of the Majority Selling Shareholders) be transferred otherwise than pursuant to those Articles.

10.8.5. Immediate Vesting

(a) If the Majority Selling Shareholders wish to exercise their right to serve a Drag-Along Notice in accordance with Articles 10.8.1 to 10.8.3., then, notwithstanding any other provision contained in these Articles, all unVested Legal Title (nue-propriété) of D Shares shall Vest automatically and in full, subject to and strictly conditional upon completion of the Proposed Drag-Along Sale. If such completion shall not for any reason take place, the conditional acceleration of Vesting of previously unVested Legal Title (nue-propriété) of D Shares shall be deemed for all purposes never to have taken place.

(b) In the event of a change of Control of the Company (other than for purposes of an internal reorganization or reconstruction), all unVested Legal Title (nue-propriété) of D Shares shall automatically and fully Vest on such change of Control taking effect whether or not a Drag-Along Notice shall have been served.

10.9 Listing

In the event of a Listing, article 10.1.2 shall not apply.

Notwithstanding article 10.1.3, a D shareholder shall be entitled, at any time, to serve an Exercise Notice on the T Shareholder together with a duly executed Transfer Form in respect of the D Shares to be sold requiring the T Shareholder to purchase any Vested D Shares held by him or his Nominee and the T Shareholder shall purchase, at the Option Price, each D Share referred to in an Exercise Notice properly served and received and pay the Option Price (less any statutory deductions including but not limited to income tax and social security contributions that may be required to be paid in respect of those shares by the D Shareholder) to the D Shareholder in question no later than 30 days following the receipt of such Exercise Notice by the T Shareholder.

Title III. General meetings of shareholders

Art. 11. General - Place of holding. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

All such meetings should be held in Luxembourg or elsewhere in the world but must not be held in the UK.

Art. 12. Annual General meeting of shareholders - ordinary general meetings of shareholders - extraordinary general meetings of shareholders. The annual general meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg City as may be specified in the notice of meeting on the second Monday of the month of May at 11.00 a.m. and for the first time in two thousand and nine.

If such day is a legal holiday in the Grand-Duchy of Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Except as otherwise required by law or the Company's articles of association, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented. Subject to the restrictions attached to the D Shares as set forth in Article 8 of these articles, each Share is entitled to one vote.

Any Shareholder or the Usufructur in respect of the D Shares may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing.

Any Shareholder or the Usufructur in respect of the D Shares may participate in any meeting of the shareholders by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the shareholders present at such a meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The articles of association of the Company may be amended by a general meeting of shareholders. The general meeting shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the meeting agenda includes the proposed amendments to the articles and, where applicable, the text of those amendments which concern the purpose, the object or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Mémorial C and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed. The votes expressed do not include the votes attached to the shares for which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained from voting or returned a blank or void voting paper. The nationality of the Company may only be changed and the commitments of the shareholders may only be increased with the unanimous consent of the shareholders.

Art. 13. Sole shareholder resolutions. If the Company has only one Shareholder, this sole shareholder exercises all the powers of the general meeting.

The resolutions of the sole shareholder which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes.

Title IV. Board of directors

Art. 14. Appointment and removal. The Company shall be managed by a Board of directors composed of at least nine (9) directors who need not be Shareholders of the Company.

At all times, the majority of directors shall not be tax residents of the UK.

Notwithstanding the preceding paragraph, if the Company has been incorporated by only one Shareholder, or if a general meeting of the Shareholders acknowledges that the Company has only one shareholder left, the board of directors may be composed of one member only until the ordinary general meeting of Shareholders following the acknowledgement of the existence of more than one shareholder.

The directors are appointed by the general meeting of the shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which shall determine their number, and fix the term of their office as well as their remuneration. The director(s) shall hold office until (his) their successor(s) is (are) elected.

The director(s) may be removed at any time, with or without cause (ad nutum), by a resolution of the general meeting of the shareholders or by the sole shareholder, as the case may be.

In the event of one or more vacancies on the board of directors by reason of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the general shareholders' meeting ratifies the election at its next meeting.

Art. 15. Organization. The Board chooses from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

The Board shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The Board shall meet on a regular basis, with a minimum of four times per year.

Board meetings shall be held in Luxembourg, except in specific emergency cases. In any event, no meetings of the Board shall be held in the UK.

The chairman shall preside at all meetings of the Board; in his absence the Board may appoint a chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board as well as (i) a detailed briefing memo of the issues to be discussed during the meeting and (ii) in case the taking of resolutions is being planned, the detailed agenda and all briefing documentation shall be addressed to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or email of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board. The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

No business shall be transacted at any meetings unless a quorum is present. The quorum shall exist where at least five of the directors are present and amongst those present the majority of directors are non-UK residents.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing another director in writing by letter, telefax or email as his proxy provided that where a UK resident proxy is appointed it is only to act as proxy to a UK director: Any UK resident proxies appointed by non-UK resident directors will be void and of no effect.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or email but in no event can these originate in the UK and any vote cast in writing by letter, telefax or email that originates from the UK will be void and of no effect.

Directors may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. In no event may a director participate in such meeting by these means from the territory of the UK.

The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the directors present at such a meeting.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board. Notwithstanding the existence of a quorum of presence, decisions shall be validly taken only by a majority of votes of the Board (e.g. in case the Board is composed of nine (9) directors, a decision shall be validly taken only by a majority of five (5) votes cast).

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted on at the Board's meetings. Resolutions in writing shall indicate the place of execution of the resolutions by the signing directors. In no event may written resolutions be executed in the UK. Any written resolutions executed in the UK will be void and of no effect.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 16. Powers. The board of directors shall possess and have the authority to exercise the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of Shareholders, to any member or members of the Board or to any committee deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. The Board may also confer all powers and special mandates to any person(s) (who need(s) not be directors), appoint and dismiss all officers and direct company employees, and fix their emoluments.

The Board may proceed to distributions of interim dividends in compliance with Article 72-2 of the Companies' Law.

Art. 17. Board committees. The Board may create board committees and management committees.

To the extent permitted by law, the Board may delegate its powers, authorities and powers to board committees which will remain under the control and authority of the Board. Any and all members of the board committees shall be appointed from the members of the Board.

Meetings of the board committees shall be held in Luxembourg, except for emergency situations. In any event, no meetings of the board committees shall be held in the territory of the UK.

Members of the board committees may participate in any meeting of the relevant board committee by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all members of the relevant board committee to take part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. In no event, may a member of the board committee participate in such meeting by these means from the territory of the UK.

Within their respective scope of competence, as determined by the Board, the board committees may take decisions binding the Company.

The Board of the Company may especially appoint at all times management committees. The management committees shall not be necessarily composed of members of the Board.

Management committees shall not possess or have the authority to take decisions which would bind the Company. The competence of the management committees is strictly limited to (i) the right to make proposals to the Board within

the specific scope of delegation granted by the Board and/or (ii) implement decisions taken and/or instructions given by the Board.

Art. 18. Binding signatures. Towards third parties, the Company is validly bound by (A) joint signature of two (2) directors including the signature of one (1) director being a Luxembourg resident or (B) by any one or more persons (singly or in combination) as the Board may from time to time designate.

Art. 19. Conflict of interest, Liability and Indemnities. A director may vote on any Board's resolution concerning any contract or arrangement in which he/she is interested or upon any matter arising therefrom, provided that he/she has no conflicting interest with the interests of the Company. He/she shall so vote and his/her vote shall be counted and he/she shall be reckoned in estimating a quorum when any such contract or arrangement is under consideration. In case such director has a conflicting interest with the interests of the Company, the procedure set forth in Article 57 Companies' Law shall apply.

In the execution of their mandate, the directors are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Subject to the provisions of these Articles of Association and notwithstanding any other indemnities, every directors, employees, officer or official of the Company shall be entitled to be indemnified out of the assets of the Company to the fullest extent permitted by law against all losses or liabilities incurred by him/her in or about, the execution and discharge of duties for the Company. The directors of the Company may, at their absolute discretion and without assigning any reason therefore, agree from time to time to limit such indemnity. Any such limits shall apply only to the indemnification of losses or liabilities of directors and employees due to acts or omissions arising after the adoption of those limits, and the beneficiaries have been given at least a month's notice of any changes. The indemnity described herein shall be applied for the benefit of: (i) all directors, employees, officers or officials of the Company and (ii) all future directors, employees, officer or officials of the Company, and in both cases, will continue to apply once they become ex directors and ex employees. The Board may from time to time purchase and maintain in force, at the expense of the Company, insurance for the benefit of any director, officer, official or employee, including without limitation, any director, employee, officer or official or any auditor of the Company, or of any company which is a subsidiary of the Company against such liabilities.

Title V. Supervision of the company - Statutory auditor(s)

Art. 20. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), which may be (a) shareholder(s) or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s), and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six years.

Title VI. Accounting year - Annual accounts

Art. 21. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first, with the exception of the first accounting period, which shall begin on the date of formation of the Company and shall terminate on January 31, 2009.

Art. 22. Annual accounts. The annual accounts are drawn up by the Board as at the end of each accounting year and will be at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board, will determine how the annual net profits will be disposed of.

All shares will rank equally to dividend distributions except as provided by the Usufructur's rights or elsewhere in these Articles of Association or the resolutions of the Board designating the creation of the class or classes of shares that contain such unequal rights.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid-up amount of such shares.

Title VII. Winding up - Liquidation

Art. 23. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 24. Subject to Article 8 hereof, on a return of capital on a winding up, or otherwise, the assets of the Company remaining after:

- the payment of its liabilities; and
- the payment to the T Shareholder at the Nominal value of the T Share

shall be distributed amongst holders of the A Ordinary Shares and D Shares, whether Vested or not) in the ratio O: D where:

O = 332,000,000; and

D = the number of D Shares in issue

For the avoidance of doubt, if only A Ordinary Shares are in existence, the assets remaining as set out above shall be distributed on a winding-up to each A Shareholder in proportion to the issued share capital held by that Shareholder.

Title VIII. Final clause - Applicable law

Art. 25. All matters not expressly governed by these articles of association shall be determined in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular with the Companies' Law.

Subscription and Payment

The Subscriber has subscribed and has paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed and paid-up Capital	Number of Shares
AMERIPRISE FINANCIAL, INC.	£100,000.-	100,000,000
TOTAL	£100,000.-	100,000,000

The 100,000,000 Shares of the Company have been fully paid-up by the Subscriber, proof of which payment having been given to the undersigned notary, so that the amount of GBP £100,000.- is as of now available to the Company.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the Companies' Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately six thousand and two hundred Euros.

Resolutions of the Sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole shareholder, represented as here above stated, representing the entire share capital of the Company, takes the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company is fixed at 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Second resolution

The number of directors of the Company is set at 9 (nine) directors, being the following private individuals:

(i) Mr James M. Cracchiolo, a US national, born in New York, United States of America, on 5 May 1958 professionally residing at 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Chairman of the Board, President and Chief Executive Officer at Ameriprise Financial, Inc.

(ii) Mr Walter S. Berman, a US national, born in New York, United States of America, on 14 December 1942 professionally residing at 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Executive Vice President, and Chief Financial Officer at Ameriprise Financial, Inc.

(iii) Mr John C. Junek, a US national, born in Washington D.C., United States of America, on 7 May 1949 professionally residing at 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Executive Vice President, and General Counsel at Ameriprise Financial, Inc.

(iv) Mr William F. Truscott, a US national, born in Minnesota, United States of America, on 14 September 1960 professionally residing at 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, President - US Asset Management, Annuities, and Chief Investment Officer at Ameriprise Financial, Inc.

(v) Mr Simon Howard Davies, a British national, born on 6 April 1959 in Winsford, England, professionally residing at 60 St. Mary Axe. London EC3A 8JQ, United Kingdom, Executive Chairman at Threadneedle UK;

(vi) Mr Crispin John Henderson, a British national, born in Clayton Le Moors on 10th July 1948, professionally residing at 60 St. Mary Axe. London EC3A 8JQ, United Kingdom, Chief Executive Officer at Threadneedle UK;

(vii) Mr Herschel E. Post, a British national, born in Oakland, on 9th October 1939, professionally residing at 60 St. Mary Axe. London EC3A 8JQ, United Kingdom, non executive officer at Threadneedle UK;

(viii) Mr Pierre Metzler, a Luxembourg national, born in Luxembourg, on 28 December 1969, professionally residing at 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg, attorney-at-law; and

(ix) Mr Georges Gudenburg, a Luxembourg national, born in Luxembourg, on 25 November 1964, professionally residing at 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg, attorney-at-law.

Third resolution

Ernst & Young Luxembourg, with registered office at 7 Parc d'Activité Syrdall, Munsbach, L-5365 Luxembourg, is appointed as the statutory auditor of the Company.

Fourth resolution

The term of office of the director and of the statutory auditor will end at the end of the annual general meeting of shareholders resolving the approbation of the accounts as at December 31, 2009.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarized deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-sept décembre,

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

AMERIPRISE FINANCIAL INC., une société régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats Unis d'Amérique, inscrite au registre de commerce des Sociétés et Associations de l'Etat de Delaware sous le numéro: 2018118, et ayant son siège social au 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55402 Etats-Unis d'Amérique (ci-après le "Fondateur", le "Sou-scripteur" ou l'"Actionnaire unique")

Ici représentée par Maître Daniel BOONE, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Minneapolis le 12 décembre 2008.

Cette procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant indiqué, a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société anonyme régie par les lois y étant relatives et les présents Statuts.

Titre I^{er} . Définitions - Forme - Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er} . Définitions. les termes mentionnés dans les présents statuts auront la signification suivante:

"Actions"	Terme définissant les actions ordinaires de la Société prises collectivement ou séparément selon les exigences du contexte.
"Actions D"	Terme définissant les Actions D émises dans le capital social de la Société.
"Actions Ordinaires"	Terme définissant l'ensemble des Actions Ordinaires représentant le capital social de la société (comprenant des Actions Ordinaires A, des Actions D, l'Action T) collectivement ou séparément selon l'exigence du contexte.
"Actions Ordinaires A"	Terme définissant les Actions Ordinaires détenues par les Actionnaires A
"Actions T"	Terme se référant à l'Action T tel que définie par l'article 7 des présents statuts.
"Actionnaire"	Terme définissant un détenteur d'Actions.
"Actionnaire A"	Ameriprise Financial Inc. Ou son successeur, ou son cessionnaire.
"Actionnaire D"	Terme définissant toute personne ou entité possédant une, ou plusieurs Actions D (qui selon le contexte signifie la Nue-propriété des Actions D et/ou un Employé qui en est le bénéficiaire économique relativement aux Actions D enregistrées au nom d'un Nominé).
"Actionnaire D ci-mentionné"	L'Actionnaire D dans le contexte.
"Actionnaire D détenteur d'Actions D cessibles"	Terme définissant un Actionnaire D détenteur d'Actions D devenues cessibles.
"Actionnaire Ordinaire"	Terme définissant la Société (Ameriprise Financial Inc.) ou tout successeur ou ayant droit de celle-ci.

"Actionnaire T"	Terme définissant l'Actionnaire détenteur de l'Action T a un moment donné.
"Avis écrit de confirmation du prix de l'option"	L'Avis défini par l'article 10.1.2
"Comptes"	Terme définissant les comptes financiers consolidés du groupe de sociétés formé dont la Société est la société mère, préparés conformément aux principes comptables applicables au Grand-Duché du Luxembourg, et comprenant un bilan, un compte de pertes et profits et les annexes aux comptes annuels.
"Bon partant"	Terme définissant un Actionnaire D (autre qu'un Actionnaire D titulaire d'Actions D cessibles) cessant d'être un employé de la Société, en raison de l'un des motifs suivants: (a) Une inaptitude pour cause d'un handicap visé aux dispositions de la section 1 du Disability Discrimination Act 1995 en vigueur au Royaume-Uni, (b) Licenciement économique conformément aux dispositions de la section 139 de l'Employment Rights Act 1996 en vigueur au Royaume-Uni, (c) Départ à la retraite entraînant la cessation d'activité à l'âge légal de la retraite, (d) Départ à la retraite anticipé avec l'accord de la société l'employant; ou. (e) Décès
"Bon Partant D"	Terme qualifiant tout Actionnaire D considéré comme Bon Partant.
"Cessibilité"	Relativement aux Actions D, la cessibilité intervient lorsque l'Actionnaire D de cette Action D peut vendre cette Action D conformément aux provisions de ces Statuts. Les mots "Cessible" et "Céder" ainsi que toute expressions relatives seront interprétés selon cette définition.
"Comités du Conseil d'administration"	Terme définissant les sous-comités dûment constitués et désignés par le Conseil d'Administration, ou conformément aux dispositions des articles 10.1 et 10.2, un comité désigné par le Conseil d'Administration dans le but de mettre en œuvre les provisions de ces Statuts. Les membres de tout sous-comité sont désignés et révoqués par le Conseil d'Administration.
"Conjoint"	Terme définissant l'époux ou l'épouse d'un Actionnaire D, ou le partenaire civil d'un Actionnaire D juridiquement reconnu suivant du Civil Partnership Act 2004 en vigueur au Royaume-Uni.
"Conseil d'Administration"	Terme définissant le Conseil d'Administration de la société ou un sous-comité du Conseil d'Administration dûment constitué en vertu de l'article 14 des présents Statuts, ou conformément aux articles 10.1 et 10.2, un comité désigné dans le but de mettre en œuvre les provisions de ces Statuts par le Conseil d'Administration.
"Contrôle"	Dans le sens donné par l'Article 309 de la Loi sur les sociétés commerciales, la détention directe ou indirecte, de la majorité des droits de votes dans la Société, ou le pouvoir de direction, direct ou indirect, sur la Société.
"Cotation"	L'enregistrement des Actions Ordinaires A ou toute autre classe d'Action du capital social de la Société admises à la cotation d'une Autorité Boursière publique.
"Date d'Acquisition"	Relativement à chaque Action D, la date à laquelle une telle Action D est émise ou cédée à un Employé ou son nominé.
"Date de cessibilité de l'action D"	Relativement a chaque Action D, le 3 ^{ème} anniversaire du 28 février de l'année civile au cours de laquelle la Date d'Acquisition de la Action D tombe.
"Date de réception"	Sauf preuve contraire, trois Jours Ouvrés après la date d'envoi de l'Ordre de Rachat et de l'avis de rachat.

"Date de rupture du Contrat de travail"	Date à laquelle un Employé cesse d'être un employé
"Employé"	Terme définissant tout employé ou gérant de la Société, ou une de ses Filiales.
"Filiale"	Entité conforme à la définition de l'Article 309 de la Loi sur les sociétés commerciales.
"Ordre de cession obligatoire au conjoint"	Terme définissant l'acte sous seing privé par lequel l'actionnaire d'Actions D cessibles cède tout ou partie de ses Actions D cessibles, soumises à un ordre de rachat ou un avis de rachat en application de l'article 10.2 à son conjoint
"Ordre de cession obligatoire"	Terme définissant l'acte sous seing privé constatant la cession d'Actions entre le cédant et le cessionnaire.
"Jour Ouvrable"	Terme définissant l'ensemble des jours calendaires du lundi au vendredi inclus, qui ne sont pas des jours fériés légaux au Luxembourg.
"Loi applicable aux sociétés commerciales"	La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.
"Licenciement pour faute"	Rupture du lien juridique entre l'Actionnaire D et la Société ou ses Filiales au motif de: (a) La constatation d'une volonté manifeste et continue de l'actionnaire D à manquer à ses obligations professionnelles au sein de la société ou ses filiales, injustifiable par une incapacité physique ou mentale temporaire ou permanente, après qu'une évaluation réclamant de meilleures performances soit délivrée par la Société ou ses filiales. L'évaluation de la Société ou ses filiales devra indiquer spécifiquement la nature du manquement. (b) La volonté de l'Actionnaire D à entreprendre et/ou à être associé à une conduite illégale, et/ou à une conduite incompatible avec le maintien d'une bonne réputation de la Société, ses filiales, ou sa société mère rendant irréparablement irréalisable le maintien d'une relation contractuelle de travail. Dans l'interprétation qui sera faite des conditions des alinéas (a) et (b), les actions ou refus d'actions de l'Actionnaire D ne seront pas considérés comme volontaire, sauf si l'action ou le refus d'action est teinté de mauvaise foi, et si il n'est pas prouvé que l'Actionnaire ait agi ou non dans les meilleurs intérêts de la Société, de ses filiales, ou de sa société-mère.
"Mandataires"	Les Mandataires Légaux d'une personne (selon qu'ils soient les exécuteurs testamentaire homologuant son testament, ou si le décès a lieu en territoire étranger, l'administrateur de ses biens, ou une personne de semblable qualité approuvée à l'unanimité par le Conseil D'Administration) prouvant leur nomination à la Société.
"Mauvais Partant"	Terme définissant tout Employé cessant d'être juridiquement lié à la Société pour tout motif et suivant toute circonstance, légitime ou non, exceptées celles mentionnée par la définition de "Bon Partant".
"Nominé"	Terme définissant l'Actionnaire D détenteur d'Actions D en tant que nommé et unique dépositaire d'un employé de la Société.
"Nue propriété"	Exceptés ceux réservés à l'Usufruitier conformément aux articles 7 et 8 des Statuts, tous droits et intérêts conservés par l'Actionnaire D et l'Actionnaire T sur leurs Actions D et Actions T respectives, étant tous droits et intérêts dans les Actions D et les Actions T autre que les droits et intérêts réservés par l'Usufruitier conformément aux articles 7 et 8 des Statuts.
"Notice de confirmation Du prix d'Option"	A le sens qui lui est donnée à l'Article 10.1.2
"Ordre de rachat"	Terme définissant l'ordre envoyé par l'Actionnaire D à l'Actionnaire T, conformément à l'Article 10.1.3
"Ouverture de la Période d'Option"	(a) 7 jours après la date de d'approbation des Comptes de l'exercice fiscal précédent par le Conseil d'Administration. (b) Si plus tard, 7

"par écrit"	<p>jours après la date à laquelle le Prix d'Option au 28 février de l'année civile est déterminé.</p> <p>Toute production dactylographiée, imprimée et plus amplement tout mode de représentation ou de reproduction de mot sous forme lisible reproductible sur papier. Toute expression présentes dans ces Statuts et se référant au terme par écrit seront interprétés selon cette définition.</p>
"Période d'Option"	<p>La période de 30 jours débutant à chaque ouverture de la Période d'Option.</p>
"Période d'option pour le Bon Partant"	<p>(a) Sauf si les conditions définies à l'alinéa (c) ci-dessous sont réunis et lorsqu'un Bon Partant ou un Actionnaire D titulaire d'Actions cessible;</p> <p>(i) La période de 60 jours débutant à la date de cessation d'activité (incluse), excepté si la Date de Rupture de contrat de travail intervient en janvier ou février de l'année civile, ou,</p> <p>(ii) La Période d'Option consécutive à la Date de Rupture de contrat de travail, sauf si la Date de Rupture de contrat de travail intervient en janvier ou en février de l'année civile;</p> <p>(b) Sauf si les conditions définies à l'alinéa (c) sont réunis et lorsque la Date de Rupture de contrat de travail d'un Actionnaire D qui est un Actionnaire D bon partant ou un Actionnaire D titulaire d'actions cessible tombe en janvier ou février de l'année civile;</p> <p>(i) La période de 60 jours débutant a la date d'annonce du Prix d'Option pour la Période d'Option suivante ou;</p> <p>(ii) La Période d'Option de l'année civile suivant l'année civile durant laquelle la Date de Rupture de contrat de travail est intervenue.</p> <p>(c) Nonobstant les alinéas (a) et (b) ci-dessus, lorsque la Date de Rupture de contrat de l'Actionnaire D intervient la même année civile que celle du 6^{ème} (sixième) anniversaire de la Date d'Acquisition des Actions D, l'Actionnaire D ne peut pas opérer de rachat comme spécifié et la Période d'Option est conforme aux provisions de (i) (a) et (i) (b) avec pour changement unique une réduction de la période de 60 jours à 30 jours.</p>
"Prix d'option pour Bon partant"	<p>(a) Relativement à chaque Action D pour laquelle la Date d'Acceptation est antérieur au 6^{ème} anniversaire du 1^{er} juillet immédiatement consécutif à la Date d'Acquisition de l'Action D: 1/332,000,000 de la valeur;</p> <p>(i) Avant une cotation pour un Actionnaire D Bon Partant ou un Actionnaire D titulaire d'Actions cessibles qui a;</p> <p>(aa) Soit levé son option conformément aux provisions (a)(i) de la définition de la Période d'Option pour Bon Partant, ou si les provisions établies par (c) de la même définition sont applicables, la valeur au 28 Février précédent la Date de Rupture du contrat de travail, ou;</p> <p>(bb) Soit levé son option conformément aux provisions (a)(ii) de la définition de la Période d'Option pour Bon Partant, la Valeur au 28 février suivant la Date de Rupture du Contrat de travail, ou;</p> <p>(cc) Soit levé son option conformément aux provisions (b)(i) de la définition de la Période d'Option pour bon partant, ou si les provisions établies par (c) de la même définitions sont applicables, la valeur au 28 février de l'année civile marquant la Rupture du Contrat de travail, ou;</p> <p>(dd) Soit levé son option conformément aux provisions (b)(ii) de la définition de la Période d'Option pour Bon Partant, la valeur au 28 février de l'année civile consécutive a l'année civile marquant la Rupture du Contrat de travail</p> <p>(b) Relativement à toute Action D pour laquelle la Date d'Acceptation est le, ou fait suite au 6^{ème} anniversaire du 1^{er} Juillet</p>

	consécutif à la Date d'Acquisition, la valeur du prix d'option est la Valeur Nominale.
"Prix d'option pour Mauvais Partant"	La valeur nominale par action.
"Royaume-Uni ou RU"	Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
"Société"	Threadneedle Asset Management Holdings SA
"Société-mère"	Entité conforme à la définition de l'Article 309 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.
"Usufruitier"	Ameriprise Financial, Inc., tout cessionnaire, tout successeur, tout ayant droit.
"Valeur"	(a) Avant une Cotation, la valeur de la Société définie par un expert indépendant mandaté par le Conseil d'Administration. (b) Et suite à la Cotation, le prix d'une Action Ordinaire à l'ouverture, multiplié par le nombre d'Actions Ordinaires.
"Valeur Nominale"	La valeur par Action inscrite dans les présents Statuts et consignée à la date d'enregistrement de ces mêmes Statuts.

Art. 2. Nom - Durée. Il est constitué une société sous la forme d'une société anonyme portant la dénomination de "Threadneedle Asset Management Holdings SA " (appelée ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois luxembourgeoises, en particulier par la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que par les présents statuts.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration. Il pourra être transféré à tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

En cas d'événements extraordinaires de nature politique, économique ou sociale de nature à compromettre les activités habituelles au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social peut être transféré temporairement à l'étranger. Cette mesure temporaire n'aura, toutefois, aucun effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, demeure une société de droit luxembourgeois.

Art. 4. Objet social. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la détention, la gestion et le développement de ces participations.

L'objet de la Société sera, en particulier, l'acquisition de tous types de valeurs, négociables ou non, valeurs mobilières, obligations, titres de créance, effets de commerce et tous autres titres, y compris des valeurs émises par un gouvernement, quel qu'il soit, ou par toute autre autorité internationale, nationale ou locale, et de tous autres droits s'y rattachant, que ce soit par achat, apport, souscription, option, ou par tout autre moyen, ainsi que le transfert par vente, échange ou par tout autre moyen. En outre, la Société est en droit de procéder à l'acquisition et au développement de brevets et licences s'y rapportant.

La Société pourra contracter des emprunts de toute sorte et procéder à l'émission d'obligations ou d'obligations convertibles en actions et de titres de créance. La Société pourra accorder toute assistance, prêt, avance ou garantie aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou à toutes sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra avoir également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise ou dans toute société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

D'une manière générale, la Société peut exécuter toutes opérations commerciales, industrielles et financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social

Titre II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit de la Société est fixé à GBP 100.000,- (Cent mille Livres Sterling Britanniques) représenté par 100.000.000- (cent millions) d'Actions d'une valeur nominale de GBP 0.001 chacune.

Le capital de la Société est exclusivement représenté par des Actions ordinaires A, par l'Action T telle que définie ci-dessous, par les Actions D ordinaires telles que définies ci-dessous, ou par tout autres catégories d'Actions Ordinaires. Des Actions Ordinaires additionnelles pourront être créés à tout moment par une décision du seule Actionnaire A, ou en conformité avec les dispositions de l'article 67-1 de la loi sur les société commerciale.

Le Conseil d'Administration est autorisé durant une période expirant cinq années après la publication des statuts de la Société à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit dans les limites du capital autorisé. Il peut être souscrit

à ces augmentations de capital et des actions peuvent être émises contre paiement en espèces, apports en nature en observant alors les prescriptions légales applicables et par l'incorporation de toutes réserves libres et bénéfiques reportés susceptibles d'incorporation au capital social suivant la loi avec ou sans prime d'émission comme le conseil d'administration l'aura déterminé. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à ces émissions sans réserver aux actionnaires existants à ce moment un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut donner pouvoir à un membre du Conseil d'Administration ou à un employé de la société ou à toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour les actions représentant une partie ou la totalité du montant de l'augmentation de capital.

L'Article 5 des Statuts sera modifié chaque fois que le Conseil d'Administration agira de la sorte en vue de rendre effective cette augmentation de capital, dans les limites autorisées indiquées ci-dessus, cette modification ayant pour but de refléter le résultat de cette action et le conseil d'administration prendra lui-même toutes les mesures nécessaires ou autorisera toute personne à prendre ces mesures, en vue de l'exécution de la publication de cette modification.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société peut également être augmenté ou réduit en une ou plusieurs étapes conformément aux résolutions adoptées lors d'une assemblée générale des actionnaires.

Le capital social autorisé de la Société est fixé à GBP 1,000,000.- (Un million de Livres Sterling Britanniques) représenté par 1,000,000,000.- (un milliard) d'Actions d'une valeur nominale de GBP 0.001 chacune.

Nonobstant toute spécification décrites dans les présents Statuts relativement à certaine catégories d'Actions Ordinaires, les Actions représentant le capital social de la Société seront inscrites aux registre des actionnaires tenu au siège de la Société.

Art. 6. Les Actions ordinaires A. En cas de Cotation, les Actions Ordinaires A sont détenus à tout moment par l'Actionnaire Ordinaire A qui est investi de tout les droits résultant de la détention des Actions Ordinaires A. Conformément à l'Article 32-3 (2) de la Loi sur les sociétés commerciales, l'Actionnaire T et/ou l'Actionnaire D et/ou tout Actionnaire détenant des Actions d'une autre catégorie (autre que les Actions Ordinaires A) et pouvant être émises, ne disposent pas d'aucun droit de préemption sur la souscription aux Actions Ordinaires A.

Art. 7. Action T.

7.1.- Généralité

En plus des Actions A Ordinaires, et le cas échéant, des Actions D, le capital autorisé de la Société peut contenir 1 (une) Action T dont les droits sont démembrés dès l'émission entre la Nue-propriété et l'Usufruit. L'Action T à une valeur nominale de GBP £ 0.001. Sauf relativement à l'Article 10.8 et en cas de cotation des Actions D, l'Actionnaire T à un droit exclusif et l'obligation d'acheter la Nue-propriété des Actions D.

7.2.- Nue-propriété

La Nue-propriété de l'Action T est exclusivement conférée à l'Actionnaire T.

A son émission, l'Action T est souscrite et payée intégralement par l'Actionnaire T. Conformément à l'Article 32-3 (2) de la Loi sur les sociétés commerciales, et sous réserve du droit d'Usufruit sur l'Action T, l'Actionnaire A Ordinaire et/ou les Actionnaires D ne disposent pas de droit de préemption à la souscription de l'Action T.

7.3.- Usufruit

Conformément aux termes de l'Article 7.1, l'Usufruit de l'Action T est conféré exclusivement à l'Usufruitier. A tout moment durant la durée de la Société l'Usufruit sur l'Action T confère le droit exclusif à tous versements de dividendes, ou droits aux dividendes, déclarés ou versés par la Société, ainsi qu'à tous autres droits financiers générés par toute forme de profit et revenus dû aux Actionnaires de la Société, ou versés par la Société aux Actionnaires de la Société.

Conformément à l'Article 38 de la Loi sur les sociétés commerciales, l'Usufruitier est investi de tout et tous les droits de vote relatifs à l'Action D, à tout moment de la durée de vie de la Société.

En cas de liquidation de la Société, l'Usufruit de l'Action T est maintenue et l'Actionnaire T se voit conféré un droit au paiement de la Valeur nominale de l'Action T. Il ne bénéficie pas du boné de liquidation. Le boné de liquidation dont bénéficie normalement l'Actionnaire T (en absence de distinction entre la Nue-propriété et l'Usufruit) sont allouées à l'Usufruitier.

En cas de Cotation, l'Usufruit de l'Action T devient caduc et l'Actionnaire T est investi de l'intégralité du droit de propriété (Addition de la Nue-propriété et de l'Usufruit).

En cas d'événements entraînant la caducité de l'Usufruit sur l'action T, telle qu'une fusion de l'Usufruitier avec une autre entité légal ayant pour effet la disparition juridique de l'Usufruitier, alors et conformément à l'article 595 du Code Civil luxembourgeois, l'Usufruitier devra, de façon obligatoire et avant que la caducité de l'Usufruit ne prenne effet, céder obligatoirement ou donner son Usufruit à une personne ou entité désignée par l'Usufruitier.

7.4.- Enregistrement de l'Action T

L'Action T est enregistrée dans le registre des actionnaires de la Société comme suit:

- La Nue-propriété est enregistrée au nom et adresse de l'Actionnaire T en sa capacité de détenteur de l'Action T; et
- L'Usufruit est enregistré au nom et adresse de l'Usufruitier.

Art. 8. Actions D.

8.1 Généralités

En plus des Actions Ordinaires A, et le cas échéant de l'Action T, le capital de la Société peut contenir des actions D dont les droits sont démembré dès l'émission entre l'Usufruit et la Nue-propriété.

Les actions D auront chacune une valeur de GBP 0.001.

8.2 Nue-propriété

Conformément aux termes de l'Article 8.1, La Nue-propriété des Actions D est conférée exclusivement aux Actionnaires D, détenteurs d'Actions D.

L'Actionnaire D souscrivant paie intégralement les Actions D à leur émission. Conformément à l'Article 32-3 (2) de la Loi sur les sociétés commerciale, et assujetti à la réservation du droit d'usufruit sur les Actions D, l'Actionnaire A Ordinaire et/ou l'Actionnaire T ne disposent pas de droit de préemption sur la souscription de l'Action T.

Le droit Propriété (Nue-propriété) des actions D est sujet aux Droits et Limitations énoncés à l'article 10 ci-dessous.

8.3 Usufruit

L'usufruit des actions D est conféré exclusivement à l'Usufruitier. Conformément aux Articles 8.4 et 10 des présents statuts, l'Usufruit sur les Actions D confère à l'Usufruitier les droits exclusifs A tout moment durant la durée de la Société l'Usufruit sur l'Action D confère un droit à tout et tous versements de dividendes, ou droits aux dividendes, déclarés ou versés par la Société, ainsi qu'à tout autre droit financier générer par toute forme de profit et/ou revenus dû aux Actionnaires de la Société, ou versés par la Société aux Actionnaires de la Société. Ces droits n'incluent pas les droits sur le capital, tel que le retour sur le capital, et autres droits réservés à l'Actionnaire D.

Conformément à l'Article 38 de la Loi sur les sociétés commerciales, et nonobstant les Articles 8.4 et 10 des présents Statuts. l'Usufruitier est investi de tout et tous les droits de votes relatifs à l'Action D, à tout moment de la durée de la Société.

Sauf conformément à l'Article 8.4 des présents Statuts, en cas d'événements entraînant la caducité de l'Usufruit sur l'Action D, telle qu'une fusion de l'Usufruitier avec une autre entité légal mettant fin à la durée de vie de l'Usufruitier, alors et conformément à l'article 595 du Code Civil Luxembourgeois, l'Usufruitier devra, de façon obligatoire et avant la que la caducité de l'Usufruit ne prenne effet, céder obligatoirement ou donner son droit Usufruitier à une personne ou entité désignée par l'Usufruitier.

8.4 Transfert d'Usufruit.

L'Usufruitier cède automatiquement et gratuitement son droit d'Usufruit sur l'Action D au détenteurs respectifs de la Nue-propriété sur l'Action D (ou leurs nominés) dans les 2 (deux) cas suivant:

- Suite à la liquidation de la société, l'Usufruit relatif à l'Action D est immédiatement et gratuitement céder par l'Usufruitier et les Actionnaires D respectifs sont investis de tous droits sur les Actions D, pari passu aux Actions Ordinaires A. Cependant, l'Usufruitier conserve son Usufruit sur les Actions D non payées avant la liquidation de la Société.

- Suite à une cotation publique de la Société, l'Usufruit relatif à l'Action D est immédiatement cédé par l'Usufruitier et les Actionnaires D ont, sans effet rétroactif, tous droits sur les Actions D, pari passu aux Actions Ordinaires A.

Sauf dans les deux cas énoncés ci avant ainsi que dans les cas prévus par la loi, aucun transfert du Droit Usufruitier relatif aux Actions D ne peut avoir lieu.

8.5 Enregistrement/Inscription des Actions D

Les Actions D sont enregistrée au registre des actionnaires de la Société comme suit:

Dans le cas où les Droits sur l'Actions D sont démembrés entre la Nue-propriété et le Usufruit, la Nue-propriété est enregistrée au nom et adresse des détenteurs respectifs (ou leurs Nominés) de la Nue-propriété. L'Usufruit est enregistré au nom et adresse de l'Usufruitier. Dans tout autre cas relatif à l'Action D, seules les identités et adresses des Actionnaires D sont enregistrées aux registre des actionnaires de la Société.

Art. 9. Nouvelles catégories d'actions. Sur des décisions des Actionnaires Ordinaires A ou conformément à l'Article 67-1 de la Loi sur les sociétés commerciales, de nouvelles catégories d'Actions peuvent être créés à tout moment.

Art. 10. Droits et obligations relatifs à la Nue-propriété sur l'action D.

10.1 Cessibilité et cession obligatoire de la Nue-propriété sur l'action D (avant la rupture du contrat de travail d'un Actionnaire D

10.1.1 La Nue-propriété sur toutes les Actions D, devant être émises ou cédées obligatoirement à un Actionnaire D, devient cessible à la date de cession D relative à ces Actions D.

10.1.2 Le jour de l'ouverture de la Période d'Option, ou préalablement à celui-ci, le Conseil d'Administration calcule le Prix d'Option de la Nue-propriété relatif à toutes Actions D cessibles. Il notifie les Actionnaires D par écrit du prix d'option relatif aux Actions D. L'Actionnaire T achète, au Prix d'Option, la Nue-propriété de chaque Action D mentionné sur les Ordres de Rachat envoyé et reçu durant la Période d'Option.

10.1.3 Ordre de Rachat.

10.1.3.1. Date de l'Ordre de Rachat.

Sous condition de l'Article 10.2 des présents Statuts, l'Actionnaire D peut émettre jusque quatre Ordres de Rachat de ses Actions D cessibles, par écrit et durant toute Période d'Option commençant avant le 6^{ème} anniversaire du 1^{er} Juillet consécutif à leurs Dates d'Acquisition.

10.1.3.2 Règles pour les Ordres de Rachat.

L'Ordre de Rachat est émis sous forme de lettre recommandée envoyée à l'adresse de l'Actionnaire T, par l'Actionnaire D se rapportant au contexte.

L'adresse de l'Actionnaire T, ainsi que les adresses spécifiques auxquelles les Ordres de Rachat sont envoyés sont indiquées annuellement par le Conseil d'Administration dans l'Avis de Confirmation du Prix d'Option mentionné par l'article 10.1.2

10.1.3.3 Formalités et documentation des Ordres de Rachat.

Tout Ordre de Rachat indique le numéro des Actions D cessible dont la Nue-propriété est mis en vente par l'Actionnaire D à l'Actionnaire T.

Tout Ordre de Rachat est accompagné d'un Formulaire de Cession Obligatoire, signé par l'Actionnaire D opérant la cession, en tant que vendeur ou cédant, et signé à Date de Réception par les Mandataires de l'Actionnaire T, en tant qu'acheteur ou cédé.

10.1.3.4 Date de Réception de l'Ordre de Rachat - Date de cession de la Nue-propriété des Actions D cessibles.

Sauf preuve contraire, la lettre recommandée contenant l'Ordre de Rachat est reçue par l'Actionnaire T à Date de Réception.

Nonobstant la date de rédaction du Formulaire de Cession, sujet aux conditions d'annulation (condition résolutoire) de l'Article 10.2.2.1 dans les cas où l'Actionnaire D est un Mauvais Partant (et n'est pas un Actionnaire D Bon Partant ayant céder ces Actions D), le transfert de la Nue-propriété est effectif à Date de Réception de l'Ordre de Rachat.

10.1.4 Cession de la Nue-propriété de l'Action D au Conjoint.

10.1.4.1. Principe - Nécessité d'un Ordre de Rachat.

En application des provisions de l'article 10.1.3 ci-dessus, un Actionnaire D qui n'est pas un Nominé peut uniquement céder la Nue-propriété de tout ou partie de ses Actions D cessibles, uniquement à son Conjoint, et aucune autre personne autre que l'Actionnaire T.

10.1.4.2. Contenu de l'ordre de rachat.

L'Ordre de Rachat indique les quantités respectives de (i) le nombre total d'Actions D cessibles dont la Nue-propriété est cédée par l'Actionnaire D à son Conjoint et (ii) le cas échéant, les Actions D cessibles dont la Nue-propriété est toujours détenue par l'Actionnaire D. Afin d'éviter toute mauvaise interprétation, le nombre total d'Actions D cessibles cédées obligatoirement au Conjoint est indiqué sur l'Ordre de Rachat.

10.1.4.3. Formalités et documentation des Ordres de Rachat

L'Ordre de Rachat sera signé par l'actionnaire D et son conjoint. L'actionnaire D devra alors envoyer l'Ordre de Rachat avec en pièces jointes (i) une copie conforme du formulaire de transfert dûment exécuté, signé par le Conjoint et l'Actionnaire D, et (ii) une copie conforme du formulaire de transfert à conclure entre le Conjoint, vendeur et transféréur, et l'Actionnaire T, acheteur et transféré, et (iii) une copie conforme du formulaire de transfert à conclure, si tel est le cas, entre l'Actionnaire D, vendeur et transféréur, et l'Actionnaire T, acheteur et transféré.

10.1.4.4. Provisions spécifiques au Formulaire de cession obligatoire au Conjoint.

Le Formulaire de cession au Conjoint contient les conditions résolutoires annulant la cession si l'Actionnaire D devient un Mauvais Partant (et n'est pas un Actionnaire D ayant cédé ses Actions D) conformément à l'article 10.2.7. Cependant et dans le but d'éviter toute mauvaise interprétation, tout oubli d'insertion des conditions résolutoires sur le formulaire de cession n'a pas pour effet d'empêcher l'application des conditions résolutoires. Dans le but d'éviter toute mauvaise interprétation, si l'Actionnaire D devient un Mauvais Partant (et n'est pas un Actionnaire D ayant cédé ses Actions D) conformément à l'article 10.2.7, la cession de la Nue-propriété des Actions D cessibles de l'Actionnaire D à son Conjoint sera considéré est nulle et non avenue.

10.1.4.5 Cession de l'intérêt bénéfique des Actions D au Conjoint

Un Actionnaire D dont les Actions D sont détenues par un Nominé peut céder l'intérêt bénéfique de la Nue-propriété de tout ou partie de ses Actions D à son Conjoint. Une telle cession prend effet simultanément au droit de vente et est assujetti aux obligations de ventes créées par l'Ordre de Rachat.

Quand le contexte le requiert, les provisions de l'article 10.1.4 s'appliquent mutatis mutandis à la cession de l'intérêt bénéfique.

10.1.5 Date de paiement, par l'Actionnaire T, de la Nue-propriété des Actions D cessibles.

10.1.5.1 Principe.

Au plus tard 30 jours suite à la Date de Réception de l'Ordre de Rachat par l'Actionnaire T, l'Actionnaire T paie le Prix d'Option de la Nue-propriété à l'Actionnaire D et/ou son Conjoint. Le paiement se fait à l'exclusion de toute retenue statutaire, tel que l'impôt sur le revenu ou les contributions sociales, devant être payée par l'Actionnaire D, et/ou son Conjoint relativement à la détention des Actions D.

10.1.5.1 Conditions préalables au paiement.

Le paiement du Prix d'Option pour la Nue-propriété à l'Actionnaire D et/ou son Conjoint est assujéti à la condition que l'Actionnaire D ne devienne pas Mauvais Partant durant la Période d'Option.

10.1.6 Validité et opposabilité du transfert de la Nue-propriété des actions cessibles.

Nonobstant les provisions des articles 10.1.3 à 10.1.5 ci-dessus, la cession de la Nue-propriété des Actions D cessible est validée (entre les parties) suite à la validation d'un formulaire de cession régit par les lois du Luxembourg.

Il est opposable vis-à-vis de la Société, conformément à la notification à la société du formulaire de cession, par lettre recommandé adressée à la Société par le vendeur ou l'acheteur.

10.1.7 Cession obligatoire

10.1.7.1 Principe

Les Articles 10.1.7.2 à 10.1.7.4 sont mis en application lorsqu'un Actionnaire D n'ayant pas rompu son contrat de travail et n'a pas envoyé d'Ordre de Rachat durant la Période d'Ouverture des Droits d'Option de l'année civile du 6^{ème} anniversaire de l'Acquisition des Actions D cessible.

10.1.7.2 Transfert obligatoire suite à un ordre du Conseil d'Administration envers l'actionnaire T.

Relativement à chaque Actionnaire D dans la situation de l'Article 10.1.7.1, si pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Actionnaire D (à l'appréciation du Conseil d'Administration), il n'est pas possible pour l'Actionnaire D d'envoyer un Ordre de Rachat à l'Actionnaire T avant la clôture de la Période d'Option, alors le Conseil d'Administration peut demander à l'Actionnaire T de racheter la Nue-propriété des Actions D cessibles de l'Actionnaire D. Le Conseil d'Administration envoie une requête à l'Actionnaire T avant le 30 juin de l'année civile mentionnée à l'Article 10.1.7.1. L'Actionnaire T n'a pas nécessité d'envoyer de notification à l'Actionnaire D. L'Actionnaire T opère le rachat au Prix d'option applicable si l'Actionnaire D avait exercé son Droit de Rachat pendant la Période d'Option susmentionnée. Le cas échéant, l'Actionnaire D est considéré comme offrant à l'Actionnaire T la Nue-propriété de toutes les Actions D cessibles, et l'Actionnaire T est considéré comme acceptant l'offre immédiatement.

10.1.7.3 Transfert obligatoire sans ordre du Conseil d'Administration.

Si le Conseil d'Administration n'ordonne pas le rachat, conformément à l'Article 10.1.7.2, l'Actionnaire D, ou son Nominé, détenant les Actions D cessibles, est requis de faire une offre au 1^{er} juillet de l'année civile du 6^{ème} anniversaire de la Date d'Acquisition des Actions D cessibles. L'Actionnaire D est considéré comme offrant la Nue-propriété de toutes ses Actions D cessible à la Valeur Nominal par Action D. L'Actionnaire T est considéré comme acceptant l'offre immédiatement.

10.1.7.4 Un Actionnaire D détenant des Actions D dont la Nue-propriété est sujette à cession obligatoire, selon les termes de l'articles 10.1.7, doit soumettre un Formulaire de Cession dûment complété à l'Actionnaire T, au plus tôt ou après le 1^{er} juillet de l'année civile du 6^{ème} anniversaire de la Date d'Acquisition des Actions D concernées. Dans les limites autorisées par la Loi, si l'Actionnaire D ne peut fournir le formulaire de cession dûment complété, le ou avant le 21 juillet consécutif ou 1^{er} juillet susmentionné, tout administrateur de l'Actionnaire T ou de la Société est autorisé à compléter le formulaire de cession au nom et en tant que mandataire de l'Actionnaire D, et en faveur de l'Actionnaire T.

10.1.7.5 Date de transfert du transfert obligatoire.

Si un Actionnaire D dont la Nue-propriété des Actions D cessibles est sujette à cession obligatoire, selon les termes de l'article 10.1.7, ne peut fournir un Formulaire de Cession entre le 1^{er} et le 21 juillet consécutif au 1^{er} juillet de l'année civile du 6^{ème} anniversaire de la Date d'Acquisition des Actions D concernées, la Date de Transfert est considérée effective à Date de Réception du Formulaire de cession.

Si un Actionnaire D dont la Nue-propriété des Action D cessibles est sujette à cession obligatoire, selon les termes de l'article 10.1.7, ne peut fournir un Formulaire de Cession au 21 juillet consécutif au 1^{er} juillet de l'année civile du 6^{ème} anniversaire de la Date d'Acquisition des Actions D concernées, la Date de Transfert est considérée effective au 21 juillet.

10.2 Rupture du Contrat de Travail

10.2.1 Rupture du Contrat de Travail en tant que Bon Partant ou Bon Partant disposant d'Actions Cessibles D

Pour la bonne interprétation de l'Article 10.2, est considéré tout Actionnaire D est un Actionnaire D disposant d'Actions cessibles D devenues cessibles préalablement à la date de rupture de son Contrat de travail. Tout Actionnaire D est considéré, selon le contexte, comme Bon Partant ou Mauvais Partant relativement aux Actions D n'étant pas cessible à la date de sa définition comme Bon Partant ou Mauvais Partant.

10.2.1.1 Cession immédiate - Vente obligatoire à l'actionnaire T.

Lorsqu'un Actionnaire D est Bon Partant, toute et toutes les Actions D qu'il détient, ou que son Nominé détient en son nom, n'étant pas cessible à la date de rupture du contrat de travail, deviennent immédiatement cessibles. Le Bon Partant peut vendre la Nue-propriété de ces Actions D cessible, à l'Actionnaire T, qui les achète au durant la Période d'Option pour Bon Partant, au Prix d'Option pour Bon Partant.

10.2.1.2 Notification par le Conseil d'Administration

Lorsqu'un Actionnaire D est Bon Partant, ou Bon Partant disposant d'actions cessibles, il, ou le cas échéant son Mandataire ou son Nominé, peut requérir l'Actionnaire T d'acheter, au Prix d'Option pour Bon Partant, la Nue-propriété de toutes les Actions D cessibles qu'il possède. Dans le cas de son Nominé, il le fait en notifiant l'Actionnaire T durant une Période d'Option pour Bon Partant relative aux Actions D, tel que spécifié par l'alinéa (a) ou l'alinéa (b) de la définition concernée, mais assujetti le cas échéant à l'alinéa (c) de la définition concernée.

10.2.1.3 Cession préalable au Conjoint.

10.2.1.3.1 Principe

Pour toute autre raison que le décès et si notification est faite durant la Période d'Option pour Bon Partant, un Actionnaire D Bon Partant, ou Bon Partant détenant des Actions D cessible peut céder tout ou partie de ces Actions D cessibles à son Conjoint et tout autre personne (autre que l'Actionnaire T).

10.2.1.3.2 Formalités de cession

Le transfert au Conjoint se fait dans les conditions mutatis mutandis que celles spécifiées aux Articles 10.1.4.2 et 10.1.4.3.

10.2.1.3.2 Date de cession

Relativement à la condition résolutoire, les provisions des Articles 10.1.4.4 s'appliquent

10.2.1.3.4 Cession au conjoint de l'intérêt bénéfique des Actions D cessibles.

Pour toute autre raison que le décès et si notification est faite durant la Période d'Option pour Bon Partant, un Actionnaire D Bon Partant, ou Bon Partant détenant des Actions D cessible peut céder l'intérêt bénéfique de tout ou parti de ces Actions D cessibles. Une telle cession prend effet simultanément au droit de vente et est assujetti aux obligations de ventes créées par l'Ordre de Rachat. Quand le contexte le requiert, les provisions de l'article 10.2.1 s'appliquent mutatis mutandis à la cession de l'intérêt bénéfique.

10.2.1.4 Notification par le Conseil d'Administration

Lorsqu'un Actionnaire D est Bon Partant, ou Bon Partant disposant d'Actions Cessibles, le Conseil d'Administration peut requérir l'Actionnaire T d'acheter, au Prix d'Option pour Bon Partant, la Nue-propriété de toute ou partie des Actions D cessibles qu'il possède. Dans le cas de son Nominé, il le fait en notifiant l'Actionnaire T avec copie au Bon Partant, ou au Bon Partant disposant d'Actions cessibles:

(a) Si l'alinéa (c) de la définition de la Période d'Option pour Bon Partant s'applique, du 1^{er} au 30^{ème} jour de la Période d'Option pour Bon Partant (dans les cas (a)(i) et (b)(i) de la définition concernée).

(b) Dans tout autre cas du 1^{er} jour au 60^{ème} de la Période d'Option pour Bon Parant (dans les cas (a)(ii) et (b)(ii) de la définition concernée).

10.2.1.5 Echech à l'ordre de rachat.

10.2.1.5.1 Echech imputable à l'actionnaire D.

Si, pour des raisons indépendantes de sa volonté (à l'appréciation du Conseil d'Administration) un Actionnaire D considéré comme Bon Partant ou Bon Partant ayant des Actions D cessibles, n'a pas envoyé d'avis de rachat durant la Période d'Option pour Bon Partant, conformément à l'Article 10.2.1.3, alors le Conseil d'Administration peut requérir l'Actionnaire T dans un délais de 30 jours après l'échéance de la Période d'Option pour Bon Partant, d'acheter la Nue-propriété des Actions D cessibles de l'Actionnaire D concerné. L'Actionnaire T opère le rachat au Prix d'option applicable si l'Actionnaire D avait exercé son Droit de Rachat pendant la Période d'Option susmentionnée. Le cas échéant, l'Actionnaire D est considéré comme offrant à l'Actionnaire T la Nue-propriété de toutes les Actions D cessibles, et l'Actionnaire T est considéré comme acceptant l'offre immédiatement.

10.2.1.5.2 Echech imputable au Conseil d'Administration.

Conformément à l'Article 10.2.1.5, si le Conseil d'Administration n'émet pas d'Avis, l'Actionnaire D, ou tout Nominé possédant ses Actions D cessibles est immédiatement requis d'offrir, le jour suivant la fin de la Période durant laquelle le Conseil d'Administration peut émettre un Avis, la Nue-propriété de toutes ses Actions D cessibles, à la valeur nominale par Action D l'Actionnaire T est considéré comme acceptant l'offre immédiatement.

10.2.1.6 Date de cession.

La date de cession en cas d'offre de rachat formulée par le Conseil d'Administration: Nonobstant les obligations des Actionnaires D et T de valider un formulaire de cession, la date de cession de la Nue-propriété des Actions D est à date de réception de l'ordre.

La date de cession en cas d'offre de rachat formulée par l'Actionnaire D avec un formulaire de cession: Si un Actionnaire D à donner Ordre de Rachat au moyen d'un formulaire de cession dûment validé, nonobstant la date de validation du formulaire de cession par l'Actionnaire T, la cession de Nue-propriété des Actions D cessible à date de réception de l'ordre de rachat conformément à l'article 10.1.3.4.

Impossibilité de passer un Ordre sur la Nue-propriété de toutes les Actions D cessibles restantes, avant la fin de la dernière Période d'Option: Durant ou immédiatement après la Période d'Option concernée, un actionnaire D dont la nue-propriété des actions D est assujettie à une cession obligatoire conformément à l'article 10.2.1.4 doit soumettre un formulaire de cession dûment validé à l'Actionnaire T. Si l'Actionnaire D n'a pas fourni de formulaire de cession dûment validé, le ou avant le 21^{ème} jour suivant la fin de la Période d'Option pour Bon Partant concernée, les Mandataires de

l'Actionnaire T ou de la Société peuvent, dans les limites autorisées par la loi, procéder à la cession pour et en tant que Mandataire de l'Actionnaire D et en faveur de l'Actionnaire T.

Nonobstant la date d'exécution du formulaire de transfert par l'actionnaire T, le transfert de la Nue-propriété des actions D aliénable sera effectif le dernier jour de la fin de la Période d'Option pour Bon Partant.

10.2.1.6.7 Tout transfert de Nue-propriété des Actions D cessibles est valide entre les parties suite à la validation d'un formulaire de cession régi par les lois du Luxembourg. Il est opposable vis-à-vis de la Société, conformément à la notification la société du formulaire de cession, par lettre recommandée adressée à la Société par le vendeur ou l'acheteur.

10.2.1.6.8 Date du paiement du prix d'option pour bon partant.

L'Actionnaire T paie le Prix d'Option de la Nue-propriété des Actions D cessibles concernées au plus tard 30 jours suivant la Date de Réception de l'Ordre de Rachat par l'Actionnaire T. (Le paiement se fait à l'exclusion de toute retenue statutaire tel que l'impôt sur le revenu, ou les contributions sociales devant être payée par l'Actionnaire D, et/ou son conjoint et relative à la détention des Actions D).

10.2.2 Rupture de contrat de travail / Mauvais Partant

10.2.2.1 Ordre de rachat formulée avant la rupture de contrat

Si un Actionnaire D devient Mauvais Partant pendant une Période d'Option conforme à l'article 10.1, tout Ordre de Rachat relatif à la Nue-propriété de ses Actions D formulé par lui (ou si tel est le cas, par son Nominé), avant la date de Rupture du Contrat de travail, devient nul et non avenue en vertu de la condition résolutoire applicable à ces Statuts, et qui est insérée au formulaire de cession. Le défaut d'inclusion de la condition résolutoire sur le formulaire de cession n'empêche pas l'application de la condition résolutoire.

Toute cession préalable de l'Actionnaire D à son Conjoint, en anticipation de l'achat envisagé dans un tel Ordre de Rachat, est reconnu comme nul et non avenue en vertu de la condition résolutoire.

Dans ce cas l'Actionnaire D ou son Nominé est immédiatement requis de vendre la Nue-propriété de ses Actions D à l'Actionnaire T au Prix d'Option pour Mauvais Partant. L'actionnaire T a obligation de rachat sans qu'aucunes formalités nécessaires ne soient requises vis-à-vis de l'Actionnaire D.

Dans le but d'éviter toute mauvaise interprétation, cet Article ne s'applique pas à la Nue-propriété des Actions D cessibles devenues cessible avant la date de rupture du contrat de travail, sauf si l'Actionnaire D concerné est licencié pour faute.

Si l'ordre de rachat est formulé par le Conseil d'Administration conformément à l'article 10.1.8, et si l'Actionnaire D devient subséquemment Mauvais Partant, la Nue-propriété des Actions D est payée au Prix d'Option pour Mauvais Partant.

10.2.2.2. Rupture de Contrat résultant d'un licenciement pour faute et en tant que Mauvais Partant avant la cessibilité ou après la cessibilité.

Si un Actionnaire D est un Mauvais Partant avant que ses Actions D ne deviennent cessible, et/ou si il est licencié pour faute après la cessibilité, il ou son Nominé détenant des Actions D sont requis d'offrir immédiatement (et sont considérés comme offrant) toute ses Actions D (cessibles ou non) à l'Actionnaire T, au Prix d'Option pour Mauvais Partant. L'actionnaire T a obligation de rachat sans qu'aucunes formalités nécessaires ne soient requises vis-à-vis de l'Actionnaire D.

10.2.2.2. Date de cession - Validation du formulaire de cession.

Un Actionnaire D dont la Nue-propriété des Actions D est obligatoirement cessible, conformément à l'article 10.2 des présents Statuts, doit soumettre un formulaire de cession dûment validé à l'Actionnaire T dès que possible suite à la Date de rupture de son contrat de travail. Si l'Actionnaire D concerné ne peut fournir le formulaire de cession dûment complété le ou avant le 21ème jour suivant la Date de Rupture du contrat de travail, tout Mandataire de la Société peut valider un formulaire de cession au nom de et en tant que Mandataire de l'Actionnaire D concerné, et en faveur de l'actionnaire T.

Nonobstant la date de validation du formulaire de cession des Actions D cessibles par l'Actionnaire T, la cession des Actions D cessible est présumée effective le dernier jour de la Période d'Option pour Bon Partant dans les cas conformes aux articles 10.2.1.4 et 10.2.1.5.1. Dans tout autre cas, elle la cession des Actions D cessibles est présumée effective au 21ème jour suivant la Date de Rupture de Contrat.

10.2.2.3 Date du paiement du prix d'option pour bon partant.

L'Actionnaire T paie le Prix d'Option pour Mauvais Partant à l'Actionnaire D et/ou son Conjoint au plus tard 30 jours après la Date de Réception de l'Ordre de Rachat par l'Actionnaire T. Le paiement se fait à l'exclusion de toute retenue statutaire tel que l'impôt sur le revenu, ou les contributions sociales devant être payée par l'Actionnaire D, et/ou son conjoint relativement à la détention des Actions D.

10.3 Lieu de paiement.

Cet article s'applique à tout paiement effectué par l'Actionnaire T conformément aux articles 10.1 et 10.2.

Si un Actionnaire D ou son Conjoint ont communiqué leurs coordonnées bancaires à l'Actionnaire T pour tout paiement relatif aux articles 10.1 et 10.2, l'Actionnaire T paie les sommes dues sur ce compte en banque.

Si un Actionnaire D ou son Conjoint ont communiqué leurs coordonnées bancaires à l'Actionnaire T pour tout paiement relatif aux articles 10.1 et 10.2, l'Actionnaire T peut payer par chèque rédigé en faveur de l'Actionnaire D et

envoyé à sa dernière adresse connue par la Société. L'Actionnaire T peut aussi payer directement la Société. La Société établit alors un trustee pour l'Actionnaire D et/ou son Conjoint, jusqu'à réclamation du paiement par l'Actionnaire D et/ou son Conjoint. La Société n'a pas obligation de verser d'intérêt. Le reçu pour tout paiement délivré par la Société est valide pour l'Actionnaire T et/ou son conjoint, le cas échéant

10.4 Changements matériels aux droits afférents aux Actionnaires D - Approbation d'une majorité qualifiée d'actionnaire D.

Les droits afférents aux Actionnaires D ne peuvent changer matériellement que suite à l'approbation d'une résolution votée par une assemblée séparée des Actionnaires D détenteurs d'au moins 75 pour cent de la valeur nominale des Actions D émises.

10.5 Registre d'actionnaires

Les registres d'actionnaires D émis par la Société n'ont pas l'obligation d'être scellés, et peuvent être émis avec la signature unique d'un administrateur de la Société. En conformité avec la Loi, la signature peut être produite électroniquement ou mécaniquement.

10.6 Lien primaire et supérieur sur toutes les Actions de la Société.

La Société a un lien primaire et supérieur sur toutes les Actions de la société au regard de leur valeur (payable ou non) à une date donnée. La société a un lien primaire et supérieur sur toutes les Actions enregistrées, au nom de toute personne, collectivement ou séparément, pour toute valeur payable par eux ou leurs patrimoines, à la Société. Les administrateurs peuvent néanmoins déclarer toute Action exempte, entièrement ou partiellement, des provisions de cet article, et à tout moment. Le lien de la société au regard d'une Action est étendu à toute dividende ou tout autre montant payable.

10.7 Enregistrement de la cession des Actions D.

Le Conseil d'Administration inscrit toute cession d'Actions, y compris la Nue-propriété des Actions D, au registre des actionnaires de la Société.

10.7.1 Clause de cession simultanée des Actions D

10.8.1 Principe

Si les détenteurs de plus de 50% des Actions A Ordinaires souhaitent vendre plus de 50% de leurs Actions A Ordinaires (Actionnaires Majoritaires Vendeurs) et si ils trouvent un acheteur (L'Acheteur) avec qui accord est passé de vendre plus de 50% des Actions A Ordinaires et toutes les Actions D (Clause de cession simultanée des Actions D), alors, à réception d'un préavis écrit de l'acheteur potentiel, les détenteurs de la Nue-propriété des Actions D et l'Actionnaire T (détenteur de l'Usufruit des Actions D), acceptent toute offre de l'acheteur aux conditions identiques à celles acceptées par les actionnaires majoritaires vendeurs.

10.8.2 Préavis lié à la clause de cession simultanée des Actions D

Après avoir conclu un accord commercial au regard de la vente proposée et ici-mentionnée les Actionnaires majoritaires vendeurs donnent préavis à tout actionnaire entraîné par toute vente incluant une clause de cession simultanée des Actions D. Le préavis n'est pas donné au-delà de deux jours avant la signature d'un accord définitif (l'Accord de cession simultanée). Cet accord définitif mentionne le nombre minimum d'Actions devant être vendues, les termes de ventes relatifs à la Nue-propriété et de l'Usufruit, ainsi que toutes autres conditions de paiement offertes pour l'achat des Actions Concernées.

10.8.3 Cession des Actions cédées simultanément

Dix jours ouvrés suivant l'Accord de cession simultanée, un Actionnaire concerné n'a pas validé le formulaire de transfert relatif à cette vente, tout Administrateur de la Société désigné par et au nom des Actions Ordinaires A, peut autoriser et donner ordre à toute personne compétente de valider le formulaire de cession au nom de l'Actionnaire concerné. La Société peut encaisser les sommes à versées suite à cette vente (qu'elle reversera à l'Actionnaire concernée), elle peut donner le formulaire de cession à l'Acheteur ou son Nominé, en tant que détentrice de ces actions cédées simultanément.

10.8.4 Prévalence des articles 10.8.1 à 10.8.3.

Si les articles 10.8.1 à 10.8.2 s'appliquent aux Actionnaires entraînés, les provisions ici-mentionnées auront prévalence au regard de la cession de leurs Actions et aucune Actions D ne pourra être cédées autrement que conformément à ces Statuts, sauf accord contraire des Actionnaires Majoritaires Vendeurs.

10.8.5 Cessibilité immédiate

(a) Si les Actionnaires majoritaires vendeurs souhaite exercer leur droit de passer l'Accord définitif conformément aux articles 10.8.1 à 10.8.3, nonobstant toute autre provision contenue dans ces Statuts, la Nue-propriété des Actions D incessibles deviendra immédiatement et intégralement cessible, à la condition stricte que la vente incluant la clause de cession simultanée soit complétée. Si cette vente ne peut être complétée, l'accélération de la cessibilité de la Nue-propriété des Actions D préalablement incessibles sera nulle et non avenue.

(b) Si la Société venait à changer de gouvernance, pour des raisons autres qu'une réorganisation interne, la nue-propriété inaliénable des Actions D deviendra automatiquement et entièrement aliénable le jour du changement de gouvernance, et cela de façon effective, qu'un préavis de vente incluant clause d'entraînement soit ou non formulé.

10.9 Cotation

En cas de Cotation, l'article 10.1.2 ne sera pas applicable. Nonobstant l'article 10.1.3, un Actionnaire D pourra, à tout moment, formuler une offre de rachat à l'Actionnaire T, au moyen d'un formulaire de transfert dûment exécuté et requérant l'Actionnaire T d'acheter toute Actions D aliénable dont il ou son nominé dispose. L'actionnaire T paiera le prix d'option à l'Actionnaire D et/ou ses nominés au plus tard 30 jours après la date de réception de l'ordre de rachat par l'Actionnaire T. (Le paiement se fera à l'exclusion de toute retenue statutaire tel que l'impôt sur le revenu, ou les contributions sociales devant être payée par l'actionnaire D, et/ou son conjoint en relation à la détention des actions D).

Titre III. Assemblée générale des actionnaires

Art. 11. Généralité et lieu de tenue. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société sera tenue à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg ou tout autre endroit du monde en excluant le Royaume-Uni, comme il a pu être indiqué dans la convocation.

Art. 12. Assemblée générale annuelle des actionnaires - Assemblée générale ordinaire des actionnaires - Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société sera tenue à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg comme il a pu être indiqué dans la convocation, le second lundi du mois de mai à 11.00 heures et pour la première fois en deux mille neuf.

Si ce jour est un jour férié au Grand-Duché de Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

Sauf stipulation contraire contenue dans la Loi applicable aux sociétés commerciales ou les Statuts, les décisions de l'assemblée générale dûment convoquée seront prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés. Assujetti aux restrictions afférentes à l'action D définie à l'article 8 des présents Statuts, toute action donne droit à une voix.

Un actionnaire ou Usufruitier en rapport à l'Action D peut prendre part aux assemblées d'actionnaires en désignant par écrit une autre personne comme son mandataire.

Tout actionnaire ou Usufruitier en rapport à l'Action D peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les actionnaires présents à une telle réunion.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors de l'assemblée générale des actionnaires, et s'ils déclarent avoir dûment été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation ou publication préalable.

Les Statuts de la Société pourront être modifiés par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, par voie d'annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial C et dans deux journaux luxembourgeois. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, la date et les résultats de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. Le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

Art. 13. Actionnaire unique. Si la Société n'a qu'un seul actionnaire, cet actionnaire unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les résolutions de l'actionnaire unique qui sont pris dans le cadre du premier alinéa sont inscrites dans un procès-verbal.

Titre IV. Conseil d'administration

Art. 14. Nomination et Révocation. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins neuf (9) membres au moins qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Nonobstant l'alinéa précédent, si la Société n'a été constituée qu'avec un seul actionnaire, ou si l'assemblée générale des actionnaires constate que la Société n'a qu'un seul actionnaire, le Conseil d'Administration peut être composé d'un membre seulement jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui constate l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur nombre, fixe le terme de leur mandat et leur rémunération. Ils occuperont leur fonction jusqu'à ce que leurs remplaçants soient élus.

Les administrateurs sont révocables à tout moment avec ou sans motif (ad nutum), par résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas d'une ou plusieurs vacances au sein du Conseil d'Administration pour cause de mort, retraite ou autre, les administrateurs restants pourront choisir de palier à une telle vacance conformément aux dispositions de la loi. Dans un tel cas, l'assemblée générale ratifie l'élection à la prochaine assemblée.

Art. 15. Organisation. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président et est autorisé à choisir parmi ses membres un vice-président. Le Conseil d'Administration peut également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le Conseil d'Administration se réunira de façon régulière, au minimum 4 (quatre) fois par an. Les réunions du Conseil d'Administration devront être tenues au Luxembourg, sauf en cas d'empêchement urgent et déterminé. Quelque en serait la raison, aucune réunion du Conseil d'Administration ne sera tenue au Royaume-Uni.

Le président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration. En son absence, le Conseil d'Administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes aux réunions, un président pour assurer la présidence pro tempore de ces réunions.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du Conseil d'Administration. Sauf les cas d'urgence, qui seront précisés dans la convocation ou avec le consentement préalable des personnes autorisées à assister à la réunion, une convocation écrite sera adressée au moins un (1) jour avant la tenue des réunions du Conseil d'Administration. La réunion sera valablement tenue sans convocation préalable, si tous les administrateurs sont présents ou dûment représentés. Il peut être renoncé à la convocation par accord écrit de chacun des administrateurs.

Aucune décision ne pourra être prise à aucune réunion si le quorum n'est pas présent. Le quorum sera considéré présent si au moins 5 (cinq) directeurs sont présents et si dans ceux présents, la majorité des directeurs ne sont pas des résidents légaux du Royaume-Uni.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, téléfax, ou email un autre administrateur. Si un représentant ayant qualité de résident légal du Royaume-Uni est nommé, cela ne pourra être uniquement qu'en représentation d'un directeur ayant qualité de résident légal du Royaume-Uni. Toute décision visant à nommer, en remplacement d'un directeur n'ayant pas la qualité de résident légal du Royaume-Uni, un représentant ayant lui qualité de résident légal du Royaume-Uni, sera nulle et non avenue.

Le vote pourra aussi se faire par lettre, téléfax ou email, mais en aucun cas ces votes ne pourront avoir comme provenance le Royaume-Uni, et toute lettre, téléfax ou email provenant du Royaume-Uni seront nulle et non avenue.

Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Un administrateur ne pourra participer en aucun cas à ces réunions depuis le Royaume-Uni. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les administrateurs présents à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration peut délibérer ou prendre valablement des décisions à la condition qu'au moins la majorité des administrateurs soit présente ou représentée à la réunion. Les décisions devront être prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à la réunion (exemple, dans le cas d'un Conseil d'Administration réunissant neuf (9) administrateurs, une décision ne pourra être prise que si une majorité de cinq (5) votes est enregistrée).

Le Conseil d'Administration peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit. L'ensemble constituera le procès-verbal faisant foi de la décision intervenue. Les documents écrits ne seront en aucun cas rédigés aux Royaume-Uni. Toute résolution prise sur le territoire du Royaume-Uni sera nulle et non avenue.

Art. 16. Pouvoirs. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous actes d'administration et de disposition qui sont dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière de la Société et la représentation de la Société pour ses affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à tout (tous) membre(s) du Conseil d'Administration ou à tout comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs), aux conditions et avec les pouvoirs à fixer par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut également conférer tous pouvoirs et tout mandat spécial à toute(s) personne(s) qui n'a (n'ont) pas besoin d'être administrateur, engager ou révoquer tous mandataires et employés et fixer leur rémunération.

Art. 17. Comités d'administration. Le Conseil d'Administration peut créer des comités d'administration et des comités de management.

Dans les limites autorisées par la loi, le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs et son autorité aux comités d'administration qui resteront sous le contrôle et l'autorité du Conseil d'Administration. Tous les membres de tous comités d'administration seront nommés au sein des membres du Conseil d'Administration.

Les réunions de comités d'administration devront être tenues au Luxembourg, sauf en cas d'empêchement urgent et déterminé. Quelle qu'en serait la raison, aucune réunion du Conseil d'Administration ne sera tenue au Royaume-Uni.

Tout membre d'un comité d'administration peut participer à toute réunion du comité d'administration duquel il est membre par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Un directeur ne pourra participer en aucun cas à ces réunions depuis le Royaume-Uni. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les administrateurs présents à une telle réunion.

Tenant compte de leurs domaines de compétences, comme déterminés par le Conseil d'Administration, les comités d'administration peuvent prendre des décisions engageant la responsabilité de la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société peut nommer spécifiquement et à tout moment des comités de management. Les comités de management ne seront pas nécessairement composés de membre du Conseil d'Administration.

Les comités de management n'auront en aucune mesure la possibilité de prendre des décisions engageant la responsabilité de la Société. Les compétences des comités de management seront strictement limitées à (i) le droit de faire des propositions au Conseil d'Administration dans le domaine de compétence propre à chacun des comités de management et défini par le Conseil d'Administration, et/ou (ii) d'implémenter les décisions prises et/ou les instructions données par le Conseil d'Administration.

Art. 18. Responsabilité de signature. Envers les tiers, la Société est valablement engagée par (A) la signature conjointe de deux (2) administrateurs incluant la signature d'un (1) administrateur résidant à Luxembourg ou (B) par une ou plusieurs personnes quelconque(s) que le conseil d'administration pourra désigner.

Art. 19. Conflit d'intérêt, responsabilité, et indemnisation. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre société, entreprise ou autre entité, ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou représentants de la Société ont un intérêt ou sont administrateur, administrateur, associé, employé ou agent de l'autre société, entreprise ou entité. En cas de conflit d'intérêt entre l'un des administrateurs et la Société, les procédures de l'article 57 de la Loi sur les sociétés commerciales s'appliqueront. En conséquence tout gérant ou agent qui est gérant, administrateur, agent ou employé d'une société, entreprise ou autre entité avec laquelle la Société aurait un contrat ou serait engagée en affaires ne sera pas, en raison de son lien avec l'autre société, entreprise ou autre entité, empêché de voter et agir en rapport avec ledit contrat ou ladite affaire. Sous réserve du paragraphe précédent, l'administrateur qui a un intérêt dans un contrat ou un accord soumis à l'agrément des administrateurs, et dont l'intérêt est contraire aux intérêts de la Société, sera obligé, lors de cette soumission, d'en informer les administrateurs et cette information sera reprise dans les procès-verbaux de la réunion. Ce administrateur ne sera pas admis à délibérer et à voter concernant ledit contrat ou accord, mais pourra être pris en compte pour la constitution d'un quorum.

Sous réserve des dispositions de ces Statuts chaque administrateur et autre représentant, employé ou agent de la Société sera indemnisé par la Société et le devoir des administrateurs sera de payer des fonds de la Société tous les dommages, charges, frais, pertes et dépenses qu'un administrateur, représentant, employé ou agent pourra encourir ou dont il peut être passible. Les administrateurs de la Société peuvent décider de limiter le montant de ces indemnités, à leurs discrétions et sans justifications. Toute limitation s'appliquera seulement aux indemnités des pertes et dépenses qu'un administrateur et autre représentant, employé ou agent de la Société dont les actes seront postérieurs à l'adoption de ces limites, et suite à un préavis d'au moins un mois notifiant les parties de ces limitations.

Titre V. Surveillance de la Société

Art. 20. Surveillance. Les opérations de la Société seront contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes qui peut/peuvent être ou non actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires procédera à la nomination du/des commissaire(s) aux comptes, déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leurs fonctions, qui ne pourra pas excéder six années.

Titre VI. Exercice social - Comptes annuels

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre avec l'exception du premier exercice social qui commencera le jour de la constitution de la Société pour se terminer le 31 décembre 2009 (deux mille neuf).

Art. 22. Comptes annuels. A la fin de chaque exercice, le Conseil d'Administration préparera les comptes annuels qui seront à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

Cinq pour cent (5%) des bénéfices annuels nets de la Société devront être affectés à la réserve prévue par la loi. Cette affectation cessera d'être requise lorsque cette réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société,

tel qu'établi à l'article 5 ci-dessus, ou du capital social tel qu'augmenté ou tel que réduit, à chaque fois tel que prévu à l'article 5 ci-dessus.

Sur recommandation du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera l'affectation du profit annuel net.

Toutes les actions donnent droit à une distribution égale de dividende.

Dans l'hypothèse où des actions sont partiellement libérées, les dividendes seront payés au prorata du montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués en observant les termes et conditions prévus par la loi.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des actionnaires décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 24. Actifs restant. Sous réserve des dispositions de l'article 8 des présents Statuts, en cas d'actif disponible par suite d'une liquidation de la Société suivie d'une dissolution de celle-ci, les actifs de la Société restant après:

- Le paiement de son passif.

- Le paiement au détenteur de l'action T à la Valeur nominale de l'Action T

Seront distribués parmi les détenteurs d'Actions A et d'Actions D, que ces dernières soient Cessibles ou non selon le ratio O: D suivant:

O = 332.000.000; et

D = le nombre d'Actions D émises.

Pour éviter tout doute, si seulement des Actions A ont été émises, l'actif restant sera distribué en cas de liquidation à chaque Actionnaire A en proportion du capital détenu par cet Actionnaire A.

Titre VIII. Disposition finale - Droit applicable

Art. 25. Tous ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la loi luxembourgeoise, et en particulier avec la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et Libération

Le Souscripteur a souscrit et libéré en espèces les montants ci-après indiqués:

Actionnaires	Capital Souscrit	Nombre d'actions
AMERIPRISE FINANCIAL, INC.	GBP £100.000,-	100.000.000
TOTAL	GBP £100.000,-	100.000.000

Les 100.000.000 actions de la Société ont été intégralement libérées par le souscripteur, comme il a été certifié au notaire soussigné de sorte que la somme de GBP £100.000,- est dès à présent à la disposition de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de six mille deux cents euros.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Actionnaire unique, représenté tel que décrit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Le siège sociale de la société est établi au 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Seconde résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à 9 (neuf), soit les personnes physiques suivantes:

(i) M. James M. Cracchiolo, citoyen des Etats-Unis d'Amérique, né à New York, Etats-Unis d'Amérique, le 5 Mai 1958, demeurant professionnellement au 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Président du Conseil d'Administration et PDG d'Ameriprise Financial, Inc.

(ii) M. Walter S. Berman, citoyen des Etats-Unis d'Amérique, né à New York, Etats-Unis d'Amérique, le 14 Décembre 1942, demeurant professionnellement 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Vice Président Exécutif, Directeur Financier d'Ameriprise Financial, Inc.

(iii) M. John C. Junek, citoyen des Etats-Unis d'Amérique, né à Washington DC, Etats-Unis d'Amérique, le 7 Mai 1942, demeurant professionnellement 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Vice Président Exécutif et General Counsel d'Ameriprise Financial, Inc.

(iv) M. William F. Truscott, citoyen des Etats-Unis d'Amérique, né dans le Minnesota, Etats-Unis d'Amérique, le 14 Septembre 1960, demeurant professionnellement au 707 2nd Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55474, USA, Président de la branche - US Asset Management, Annuities et Directeur des Investissements d'Ameriprise Financial, Inc.

(v) M. Simon Howard Davies, citoyen Britannique né à Winsford, Royaume-Uni, le 6 Avril 1959, demeurant professionnellement au 60 St. Mary Axe. London EC3A 8JQ, Royaume-Uni, Président Exécutif de Threadneedle UK;

(vi) M. Crispin John Henderson, citoyen Britannique né à Clayton Le Moors le 10 Juillet 1948, demeurant professionnellement au 60 St. Mary Axe. London EC3A 8JQ, Royaume-Uni, PDG de Threadneedle UK;

(vii) M. Herschel E. Post, citoyen Britannique, né à Oakland, le 9 Octobre 1939, demeurant professionnellement au 60 St. Mary Axe. London EC3A 8JQ, Royaume-Uni, administrateur chez Threadneedle UK;

(viii) M. Pierre Metzler, citoyen Luxembourgeois, né au Luxembourg, le 28 décembre 1969, avocat, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, est nommé administrateur.

(ix) M. Georges Gudenburg, citoyen Luxembourgeois, né au Luxembourg, le 25 Novembre 1964, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, est nommé administrateur.

Troisième résolution

Ernst & Young Luxembourg, ayant son siège social à Luxembourg, L-1130, 37 rue d'Angers, est nommée commissaire au comptes.

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin lors de l'assemblée annuelle des actionnaires portant approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 (deux mille neuf).

DONT ACTE, le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française. A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays des comparants, tous connus du notaire soussigné par leurs nom, prénoms, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Daniel Boone, Carlo Wersandt.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2008. LAC/2008/51905. Reçu à 0,5%: cinq cent quarante-quatre euros trente-quatre cents (€544,34)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2009007741/9127/1886.

(090005977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Manduria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.904.

Le bilan et l'annexe au 30.09.2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MANDURIA S.A.

Société Anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009007843/45/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02238. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Etga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 121.898.

L'an deux mille huit, le douze décembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ETGA S.A.", (ci-après la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 121898, constituée originellement sous l'empire de la législation de la République du Panama,

dont la nationalité luxembourgeoise a été adoptée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 16 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 12 du 11 janvier 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Monique GOERES, employée privée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La Présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1) Décision de mettre en liquidation la Société.
- 2) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs (référence aux articles 144 à 148 LSC).
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- 4) Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne la société de droit des Iles Vierges Britanniques "TOLTEC HOLDINGS LIMITED", avec siège social à Tortola, Road Town, Wickhams Cay I, Vanterpool Plaza, 2nd Floor; (Iles Vierges Britanniques), inscrite au registre des sociétés des Iles Vierges Britanniques en tant que International Business Company sous le numéro 381625, comme liquidateur de la Société.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la Société.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: GOERES - DOSTERT - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2008. Relation GRE/2008/5138. Reçu Douze euros 12,- €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 9 janvier 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009007672/231/65.

(090006082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Lemni Technology Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 95.277.

L'an deux mille huit, le dix-sept décembre

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société LEMNI TECHNOLOGY HOLDING S.A., avec siège social à L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss,

constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, alors de résidence à Dudelange, en date du 11 novembre 1985,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 374 du 17 décembre 1985,

modifiée suivant acte reçu par le même notaire, de résidence à Luxembourg, en date du 15 janvier 2001, publié au dudit Mémorial C numéro 810 du 26 septembre 2001,

modifiée suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz, en date du 27 avril 2004, publié au dudit Mémorial C, numéro 643 du 22 juin 2004,

modifiée en dernier lieu suivant acte reçu par le même notaire, de résidence à Wiltz, en date du 15 juillet 2005, publié au dudit Mémorial C numéro 96 du 14 janvier 2006,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro N 95.277.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Walter DE BACKER, qui désigne comme secrétaire Madame Rita VLAEYMANS.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Mireille LAMBERT.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Résolution de dissoudre la société LEMNI TECHNOLOGY HOLDING SA, prédécrite et de la mettre en liquidation
2. Nomination d'un liquidateur, définition de ses pouvoirs qui seront ceux qui sont prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et fixation des émoluments du liquidateur;
3. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la société avant son terme et de la mettre en liquidation, conformément aux dispositions des articles 141 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme à l'unanimité des voix aux fonctions de liquidateur de ladite société Monsieur Walter DE BACKER, né le 18 février 1945 à Paris (France), demeurant à B-1850 GRIMBERGEN (Belgique), 28 Gudrunstraat, ci-présent et acceptant spécialement cette nomination.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de conférer au liquidateur tous pouvoirs prévus par la loi luxembourgeoise et l'instruit de liquider la société en conformité avec ladite loi, ainsi que de fixer les émoluments et rémunérations du liquidateur à la fin de la liquidation.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente assemblée générale, peut être évalué à la somme de HUIT CENTS EUROS (800.- euros)

A l'égard du notaire instrumentant toutes les parties comparantes sont toutefois tenues solidairement du paiement des frais prédécrits, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.15 heures.

Dont acte, fait et passé à Redange/Attert, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé la présente minute avec le notaire.

Signé: DE BACKER, VLAEYMANS, LAMBERT, REUTER

Enregistré à Redange/Attert, le 24 décembre 2008, Relation: RED/2008/1578. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande et aux fins de publication au Mémorial.

Redange/Attert, le 13 janvier 2009.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2009007640/7851/70.

(090005934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Locam, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 42.841.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009007878/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00242. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Captiva Capital Partners II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 110.556.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007895/5770/12.

(090006047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Contender S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 32.253.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour Contender S.A.H.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007879/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10543. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Fivim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 77.842.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour Fivim S.A.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007877/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10566. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Jasco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 67.490.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 12/01/2009.

Pour JASCO S.A.

J. REUTER

Référence de publication: 2009007875/517/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10572. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Clariant Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 114.770.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007897/5770/12.

(090006037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.
